

survivre

MOUVEMENT INTERNATIONAL ET INTERPROFESSIONNEL POUR NOTRE SURVIE

fondé le 20-7-1970 à Montréal

Directeur de publication (édition française) : C. Chevalley

Comité de Rédaction : C. Chevalley, A. Grothendieck

Conseil Provisoire du Mouvement : M. Escuder (Institutrice, France), A. Grothendieck (mathématicien, France), P. Koosis (mathématicien, U.S.A.), W. Messing (mathématicien, U.S.A.), E. Wagneur (mathématicien, Canada)

FAITES CIRCULER SURVIVRE
FAITES CIRCULER SURVIVRE

SOMMAIRE

L'Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants.....	p. 2
Pollution radioactive et A E C I	p. 5
Le cas Jacques Bille : L'Hôpital psychiatrique comme instrument d'oppression politique	p. 9
Les pieds dans le plat (de lait caillé)	p. 10
Lettre d'un physicien	p. 12
Les lecteurs écrivent	p. 15
La Rédaction donne son opinion	p. 18
Compléments et rectifications au n° 2/3	p. 19

Bulletin Intérieur de Survivre

Les engagements à Survivre	p. 20
Sur les lignes directrices	p. 21
Organisation de Survivre	p. 22
Progrès de Survivre	p. 22
Renseignements	p. 24

Les articles de ce journal expriment l'opinion de leurs auteurs, et pas nécessairement celle du Mouvement Survivre ou de la rédaction.

L'ASSOCIATION POUR LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS

L'entreprise de J. Pignero, directeur de l'Association dont il nous donne ici un bref historique, nous intéresse notamment comme celle d'un homme sans moyens matériels ni diplômes scientifiques, qui se décide à agir devant une situation qu'il considérait (à juste titre) comme scandaleuse, alors que les spécialistes se taisaient - et continuent à se taire. Ses handicaps ne l'ont pas empêché de mettre sur pied et de maintenir pendant de nombreuses années une publication solidement documentée, qui mériterait une circulation plus vaste. La raison de la circulation modeste semble tenir surtout à une certaine technicité des articles publiés, qui rebute des lecteurs virtuels sans pour autant convaincre les adversaires de l'Association, dont les motivations en effet n'ont rien de scientifique. Un remède possible nous semblerait dans un élargissement du débat en une critique sociale : analyse des causes de la conspiration du silence sur les dangers radiologiques, et plus généralement sur les dangers liés aux rayonnements ionisants. Une telle évolution pourrait avoir pour effet de sortir l'Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants d'un certain isolement qui l'empêche encore d'acquérir l'impact qui serait nécessaire.

La fondation de l'APRI et son action ont été précédées par mon action personnelle à partir de 57 contre les dangers des irradiations systématiques imposées aux écoliers. J'avais lu dans une revue de vulgarisation scientifique un article sur ce sujet et l'évidence de ce danger m'a décidé à agir. Maître d'école dans un village, n'ayant aucune qualification scientifique, j'ai cependant décidé d'adresser un appel à mes collègues. Il faut dire que les écoliers, même les gosses de la maternelle, subissaient alors la scolie, dont la nocivité est maintenant bien reconnue (ce qui n'empêche pas qu'elle soit maintenue, pour la satisfaction d'intérêts capitalistes).

Partant des données de cet article, j'ai donc composé cet appel, mais il fallait le justifier par une rédaction scientifique incontestable et de sérieuses références, sinon j'aurais été rapidement rappelé à la modestie de mon état de fourrier primaire de la société de consommation ! J'eus alors la chance de rencontrer le Docteur Pierre Pizon, radiologue, auteur de travaux scientifiques, collaborateur de "La Presse Médicale", expert national près les tribunaux. Il voulut bien répondre à mes questions, corriger mon texte, m'indiquer des références.

Je ne saurais vous dire quel a été le succès de cette action. Petit à petit, des collègues, puis des non enseignants se sont intéressés aux arguments que je rapportais, mais individuellement. Les instituteurs de mon canton, à qui j'exposai le problème à l'occasion de réunions syndicales, l'ont compris je pense, mais ils n'ont pas été touchés par la grâce au point de former une équipe de travail. Au niveau de mon canton rural, à la base, du fait du contact humain, j'ai trouvé de la sympathie. Mais dès qu'une motion, l'appel, une lettre gravissaient un échelon de la hiérarchie syndicale ou administrative, ils se trouvaient freinés, absorbés, volatilisés.

En 58, les ERS furent supprimés dans les maternelles. En 60 dans l'enseignement du 1er degré, pour la plupart des élèves.

Je maintenais cette action d'information dans son cadre scolaire et quant au danger subi par les élèves, et non par les enseignants, ne voulant pas qu'on pût m'accuser de mettre en avant ce danger pour justifier une action personnelle de résistance à l'obligation radiologique.

En 62, parmi les personnes avec qui je correspondais, une institutrice de Carcassonne, Mme Laure Mounié, reprit les arguments que j'avais avancés à son compte et refusa de subir

l'ERS (examen radiologique systématique) imposé chaque année aux enseignants. Elle fut menacée de poursuites judiciaires. Pour essayer de la défendre, je fondais l'Association contre le danger radiologique, ACDR, en lançant un appel signé par une douzaine de personnes.

A partir de ce moment l'Association s'est développée, mais très lentement et très petitement, eu égard à l'importance du problème et à l'urgence de sa solution. En voici les raisons principales, susceptibles d'intéresser les adhérents de "Survivre" désireux de développer leur mouvement :

a) Nos moyens matériels sont restés faibles : les seules ressources de l'association sont les cotisations des adhérents, les abonnements au bulletin trimestriel d'information : "Le Danger Radiologique", et quelques dons d'adhérents. J'avais acheté personnellement une machine à écrire, puis un duplicateur à main. Je n'ai aucune fortune personnelle, les seules ressources de mon ménage (femme au foyer et trois garçons alors à notre charge) étant mes traitements de maître d'école et de secrétaire de mairie. Quand mon second fils, Laurent, a commencé à travailler, il m'a donné de l'argent à plusieurs reprises.

Chaque année, je trouvais un déficit de quelques centaines de francs qui s'est maintenu jusqu'à cette année et que les cotisations nouvelles permettaient de résorber provisoirement.

b) Je suis resté très seul pour animer matériellement l'association. Je vis dans un petit village où nous n'avons pas d'amis (qui pour moi auraient dû être des participants au travail commun). Ni ma femme ni mes fils n'ont participé moralement et matériellement à mes soucis, à part Laurent qui les a compris mais n'a pas pu m'aider beaucoup. La faiblesse des ressources de l'ACDR puis : de l'APRI m'ont obligé à faire tout le travail d'animation : dactylographie des stencils, leur tirage, confection et expédition des bulletins, rédaction, tirage et expédition des tracts, correspondance, et quelques conférences...

c) Le sujet traité est aride et dérouté le public par ailleurs assailli de mille soucis. Il oblige à comprendre quelques termes techniques et quelques données, d'ailleurs élémentaires, de la radiologie.

Il est obligatoire de traiter techniquement, scientifiquement ce problème pour avoir un impact sur ceux

qui imposent les ERS et en bénéficient (sinon nous passerions pour de petits rigolos), ce qui écarte de nous beaucoup de personnes qui pressentent l'importance du danger sans pouvoir ou vouloir le comprendre.

d) Nous nous sommes heurtés à un fait psychologique : la confiance irraisonnée du public en une "Science" infallible. Cette confiance résulte d'un enseignement dogmatique basé sur des manuels scolaires, et même des techniques nouvelles d'enseignement présentant avec assurance une seule solution aux problèmes, même s'ils en comportent plusieurs. L'esprit critique n'est pas enseigné en France. Les enseignés acquièrent une idée très belle de la "Science" et la fixent ne varietur dans toute leur mentalité. Toute critique devient : alors une manifestation d'un esprit de dénigrement douteux "réactionnaire" pour les gens "de gauche" qui constituent une part assez importante du public auquel nous nous adressons au début.

e) Méfiance à mon égard. Comment un instituteur, rural de surcroît, peut-il se permettre de contester la "Science"? A partir de cette suspicion de principe, les meilleurs arguments scientifiques que nous avançons, provenant des meilleurs auteurs, ne comptent plus. Au mépris des gens propriétaires de leur belle idée de la "Science" s'est ajouté un procès d'intention : pour les laïques, je ne pouvais être qu'un "traître" puisque je m'en prenais (et m'en prends) à leur idée sacrée de la "Science" support du progrès, donc de la libération des hommes, donc de la liberté (ce cheminement mental étant formulé mais réel), pour les "non-laïques" et "anti-laïques", mon seul état d'instituteur laïque créait une suspicion légitime. Pour l'administration, j'ai dû apparaître comme un original, et il a été très commode de me qualifier ainsi, ou de prétentieux, ou peut-être même d'ambitieux ? Superméfiance de la presse, esclave des pouvoirs, de l'argent ou des "lignes" politiques et scientifiques, maintenues, pour notre cas, par des chroniqueurs dits scientifiques qui veillent au maintien des idées favorables à leur coterie. L'APRI ne fait pas le poids.

Pour maintenir la liaison entre les adhérents de l'ACRR j'ai donc publié "Le Danger Radiologique", tiré en 21x27 au duplicateur, destiné au public, c'est-à-dire aux adhérents de l'association, aux abonnés et à quelques services de presse et, d'autre part un bulletin intérieur, sans périodicité fixée et d'une importance variable, limitée par les événements et mes possibilités de travail, réservé aux seuls adhérents et relatant principalement l'action de l'association et des actes de résistance à l'obligation radiologique (35 à ce jour). Le "D.R.", trimestriel, est paru régulièrement, mais avec un nombre de pages variable, commandé uniquement par le peu de temps dont je disposais. Pour les 9 premiers numéros, le moyenne des pages a été de 38 (pages pleines sans aucune publicité).

Puis j'ai cru donner un lustre nouveau et profitable à son extension en faisant imprimer le bulletin en offset. Mais, outre son coût supplémentaire, cette parution a dépendu du bon vouloir de l'imprimeur, un artisan ami, membre de notre association mais débordé de travail, ce qui occasionne des retards que l'on est bien obligé d'excuser. Mais le plus gros ennui est qu'il est trop difficile (et trop coûteux) de faire ensuite réimprimer en offset de petites quantités des numéros manquants, alors qu'avec le travail personnel du tirage sur duplicateur de stencils que l'on garde personnel-

lement, le retraitage d'un nombre quelconque d'exemplaires des bulletins n'est tributaire que du temps que l'on peut lui consacrer (toujours le temps!).

"Le Danger Radiologique" n'a pas été diffusé en librairie à cause du temps introuvable pour les tirages et expéditions supplémentaires, et à cause des ristournes qu'il aurait fallu reverser à l'entreprise des messageries. Une telle diffusion n'est rentable qu'à partir d'un certain tirage que nous étions bien loin d'atteindre.

A l'aide de plusieurs adhérents, principalement de médecins, ingénieurs et enseignants, j'ai augmenté notre matériel de propagande par la mise au point progressive des documents qui sont actuellement :

- les propositions adoptées par les AG de l'APR, la fiche d'irradiations médicales, qui permet une comptabilisation des doses reçues, le tract : Les Examens radiologiques systématiques sont dangereux; inadéquats, inutiles, coûteux. Ils donnent une fausse sécurité et sont souvent imposés abusivement, (Ce tract, épuisé, est remplacé provisoirement par le document : Dangers des examens radiologiques systématiques); les tracts concernant les ERS imposés aux femmes et jeunes filles en âge de procréer, aux membres des professions agricoles, aux enseignants (avec une pétition), aux étudiants (avec une pétition); les pétitions permanentes contre les explosions nucléaires, et contre l'industrie nucléaire (en cours de rédaction entre les adhérents), plus deux feuilles de références : contre les ERS, et contre l'industrie nucléaire.

J'avais pris conscience du danger atomique bien avant 57 (et écrit à ce sujet) et il était évident à mes yeux que le danger radiologique n'était qu'une des formes de celui des rayonnements ionisants. Mais le problème n'était pas encore mûr pour une action élargie.

C'est en 65 qu'une adhérente m'a demandé d'étendre l'action de l'ACDR qui est ainsi devenue, après vote favorable de l'AG : L'Association pour la Protection contre les Rayonnements Ionisants, qui avait pour objet la dénonciation de la nocivité et des dangers imputables aux rayonnements ionisants, quelles qu'en soient les sources : retombées des expériences nucléaires, produits et déchets de l'industrie nucléaire, usage abusif des rayonnements en médecine. Le bulletin devint : Protection contre les rayonnements ionisants, qui elle aussi est parue régulièrement, avec un nombre variable de pages (35 en moyenne du n° 14 au n° 32), plus quelques suppléments. Quelques numéros ont été spécialement consacrés à certains points de notre action : 1 (textes imposant les ERS), 2 (textes concernant les ERS : prénuptial, prénataux et prénatal), 14 (l'affaire Josette Tizon, une conscience bafouée par le règlement), 26/27 (l'histoire que personne ne publie par Mary Hays Weik.- Etat sanitaire aux environs des installations nucléaires des USA), 28 (Nous allons tous crever, par moi-même, bref aperçu historique mondial et français de la déchéance imputable aux rayonnements ionisants).

Parmi les textes plus particulièrement intéressants je puis citer : 34 extraits de circulaires ministérielles d'études scientifiques, de livres et d'articles se rapportant au danger radiologique (DR 4); Extraits des

recommandations de la CIPR (1958 et 1959), Données et doses (DR 7); 4 inédits du Dr Pizon (DR 10); l'éclairage par tubes fluorescents, par Raymond Boucle (DR 12); Pollution radioactive des eaux, par le Dr Pizon, et : Extraits du Rapport de 1965 du Comité OMS d'experts des radiations (PRI 13); Catastrophes et guerres nucléaires, plusieurs extraits du Pr-Dr Bodo Manstein, Dr Pizon, Max Born et divers (PRI 19); La publication CIPR 6, données et dose; Décrets des 20.6.66 et 15.3.67; Non à l'atome pacifique, plusieurs extraits de Schlesinger, Malvy, Ernst Jackel, Bodo Manstein, Ch.-N. Martin, Jean Rostand (PRI 20); Dose génétique totale maximale admissible du public, des individus du public, par René Mayençon et J.-P. Pizon (PRI 23); 7èmes Journées Internationales de l'Union Internationale des Gynécologues et Obstétriciens, 1967; Premier bilan de 7 années de recherche sur les niveaux de la contamination du milieu ambiant et de la chaîne alimentaire par les retombées radioactives sur le territoire français, extraits du Rapport 115 du SCPRI (PRI 24); La responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire; Quelques chiffres, définitions, données et références (PRI 25); Condamnation des examens radiophotographiques systématiques, par J.P. (PRI 18); Les pollutions atmosphériques d'origine atomique, avec des extraits du Docteur Pizon, du Docteur Pellerin (RR 29); Textes inédits en France du Pr Ernest J. Sternglass (PRI 30); Explosions souterraines nucléaires, par J.P.; Les explosions nucléaires de 45 à 69, par Jean Seiller; Installations nucléaires; répertoire (PRI 31); L'important rapport de 1970 du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, ch. 11 (PRI 32).

Quels sont nos effectifs ? Ils ont atteint 350 à 400 adhérents auxquels ils faut ajouter 50 à 80 abonnés à la PRI (non adhérents). Ils restent assez stationnaires avec un renouvellement assez important d'adhérents.

Notre action, en pratique, a été orientée pour ses 9/10 dans la continuation de la lutte de nos adhérents contre l'obligation radiologique. Nous avons manifesté notre opposition à la Bombe surtout par des articles et références de scientifiques et par notre pétition permanente contre les explosions nucléaires, envoyée de temps à autre (20 envois faits) au président de la république, - qui n'accuse même pas réception (à l'exception de M. Alain Poher).

Cette action de défense de nos adhérents contre l'obligation radiologique a été difficile pour plusieurs raisons: notre pauvreté qui nous interdit d'avoir même un seul avocat conseil, comme cela existe dans d'autres associations; le fait que nous connaissons mal ou pas du tout les détours des procédés administratives et judiciaires; le

fait que nos adhérents ne sont pas poursuivis parce qu'ils ont tort de croire que les rayonnements sont nocifs, mais uniquement parce qu'ils désobéissent à tel ou tel règlement instituant sans motifs l'irradiation systématique; parce que la politique en général souple de l'administration qui ne veut pas d'histoires (pour préserver les bénéfiques des irradiateurs) nous interdit de manifester nos thèses devant le public.

Notre action auprès de la presse est aussi très ingrate parce que nous touchons à des tabous, parce que nous sommes très pauvres, ce qui nous interdit toute action spectaculaire, toute publicité ouverte ou masquée, tout achat de consciences ! Notre société vit de rapports de forces, et nous sommes faibles.

* * *

Contre la nocivité et les dangers de l'atome guerrier, les arguments existent et sont développés par bien des associations et individus. Nous nous sommes contentés de rappeler des arguments, mais sans mener d'action, d'une part parce que notre petit nombre aurait plutôt jeté du discrédit sur l'action forcément mesquine que nous aurions tentée.

Par contre, nous sommes les seuls à dénoncer, en France, les dangers de l'atome "pacifique", la démagogie de cette appellation.

Quelques adhérents et sympathisants de l'APRI ont créé récemment un mouvement d'opposition à la construction de la centrale nucléaire de Fessenheim. Ils agissent indépendamment de l'APRI, ont publié une petite brochure illustrée, faite de citations : "Fessenheim, vie ou mort de l'Alsace" et ont engagé une action remarquable, portant leur brochure à chaque maire du Haut-Rhin ou de Bas-Rhin, et organisant une réunion publique qui a obligé la presse locale à un compte rendu important, que la presse parisienne a minimisée sinon trahie : ce qui se passe en province ne peut évidemment pas avoir d'importance!

Comment notre action se développera-t-elle dans un proche avenir ? Si l'humanité n'est pas un terme trop discrédité, je dirai que ce sont les ennemis de l'humanité qui, hélas ! nous fourniront nos arguments et nos armes.

Jean PIGNERO

APRI, 1 Grande Rue, CRISENOY 77-GUIGNES. Cotisation à l'APRI : 15 Fr + un abonnement à la PRI : 10 Fr. CCP. APRI 4806-52 Paris. - Envoi gratuit de nos documents d'information. (Dons acceptés.)

ANNONCES DE SURVIVRE

Les annonces dans Survivre sont gratuites, et sont destinées, sur un plan modeste, à jouer un rôle de solidarité parmi les lecteurs de Survivre. C'est ici un essai, qui pourrait être abandonné si l'utilité des annonces s'avérait douteuse, ou si une affluence de demandes devait nous mettre devant des problèmes de sélection impossibles à résoudre.

HOMME CINQUANTAINE, robuste, tempérament indépendant, cherche emploi plein air, commissionnaire ou autre, Paris ou banlieue. Ecrire S. Borsot, 9, rue des Deux-Gares, Paris 10°.

J'ai un excellent PROFESSEUR DE RUSSE, méthode vivante et efficace, cherchant leçons individuelles ou en groupe. M'écrire ou téléphoner, transmettrai : A. Grothendieck, 2, av. de Verrières, 91 - Massy - 920 13 34.

POLLUTION RADIOACTIVE ET ATOMIC ENERGY COMMISSION

Le texte qui suit est une traduction; légèrement abrégée, d'un rapport au Congrès des USA, sous le titre "The History of erroneous handling of the radiation hazard problem in atomic energy development" (l'Histoire du traitement erroné du problème des dangers présentés par les rayonnements dans le développement de l'énergie atomique), par John W. Gofman, de la division bio-médicale du Lawrence Radiation Laboratory. Ce rapport est basé sur un travail de sept ans par l'auteur et Arthur R. Tamplin, de la Division of Medical Physics (Berkeley), Université de Californie, sous les auspices mêmes de l'AEC. Cela donne un poids tout particulier à la conclusion de ce rapport, concernant l'extraordinaire légèreté avec laquelle l'AEC a fixé les normes de sécurité liées au développement de l'énergie atomique. Dans le prochain numéro, nous pensons donner une traduction du rapport au Congrès présenté par Arthur R. Tamplin, posant quelques principes généraux pour une protection rationnelle de la radio-activité et autres formes de pollution.

La Rédaction

Introduction

Ce doit être un choc pour les membres du Congrès que de constater qu'environ 25 ans après le début de l'ère atomique, la controverse fait rage en ce qui concerne les effets désastreux que pourraient avoir sur les générations vivantes et futures les normes fédérales sur le rayonnement actuellement en vigueur.

En effet nous pensons que nous sommes à la veille d'un désastre, à moins que des mesures radicales ne soient adoptées. Notre but est d'expliquer pourquoi nous en sommes là et d'esquisser des approches constructives pour nous sortir de ce mauvais pas. De plus nous pensons que rien de moins qu'une action du Congrès ne peut amener de décisions satisfaisantes.

Commençons par quelques arguments positifs qui nous plongent au coeur du problème. Puis pas à pas nous élaborerons les détails.

I. L' "Atomic Energy Act" avec justesse souhaitait le développement bénéfique de l'énergie atomique pacifique, en même temps qu'il établissait des normes de développement protégeant la santé et la sécurité des citoyens américains.

II. Une situation inextricable résulta de la mise sur pied d'un seul organisme - l' "Atomic Energy Commission" (AEC) ayant à la fois la mission de promotion et de contrôle. Il n'est pas nécessaire ni utile de mettre en doute la sincérité des fonctionnaires de l'AEC. Simplement l'AEC a été placée dans une situation impossible à partir du moment où on lui confiait la double responsabilité du développement pacifique de l'énergie atomique et de la protection du public.

III. La création du "Federal Radiation Council" (FRC), ayant pour mission de mesurer les bénéfices en fonction des risques encourus, a été une erreur. En tant qu'organisme chargé de mesurer les risques, le FRC aurait pu avoir un rôle positif. Mais alors il eût fallu que la question des bénéfices et des risques fût débattue publiquement, et qu'une décision fut prise ensuite par voie de referendum. Rien ne permet de dire que le FRC ait jamais su véritablement évaluer les bénéfices et les risques respectifs.

IV. Toute l'approche du problème de la sécurité dans le développement de l'Energie Atomique a été l'opposé d'une approche sensée. Alors que des considérations élémentaires montrent

qu'en ce qui concerne la santé publique, celui qui promeut une technologie nouvelle doit apporter la preuve que ses activités sont sans danger, nous sommes placés dans la situation où c'est le public (avec les faibles moyens dont il dispose) qui doit prouver que la technologie est dangereuse, car l'AEC a la prérogative de promouvoir sans avoir à prouver que ses activités sont sans danger.

V. Fondamentalement le problème est que les programmes de l'AEC amèneront le taux de radioactivité de l'environnement à un niveau beaucoup trop élevé.

VI. Il est dans la nature que la promotion passe en premier, la santé et le bien-être étant en dernier. A chaque fois qu'un doute existe, les promoteurs vont de l'avant en dépit de la santé publique et du bien-être.

Historique

L'opinion publique est au fait des difficultés des années 50, lorsque la controverse sur les programmes d'essais des armes nucléaires et les dangers des retombées radioactives faisait rage (2). L'émotion était à son comble parce que la question de la "Sécurité Nationale" était au coeur du problème. Le résultat fut qu'aucune approche saine du problème du développement pacifique de l'atome ne put être dégagée. La controverse se calma pendant la période 1958-1961, pour reprendre de plus belle avec la reprise des essais soviétiques en 1961 et les essais américains dans le Pacifique et le Nevada. En raison des controverses des années 1950-1960 la crédibilité de l'AEC était à son point le plus bas aussi bien parmi les scientifiques que dans le grand public.

En 1962 les retombées d'iode radioactif à la suite des essais d'armes nucléaires dans le Nevada provoquèrent de sérieuses inquiétudes, en particulier dans l'Utah, où la teneur en iode radioactif du lait atteignit un niveau pré-occupant. Le public manifesta sa colère et les officiels de l'AEC furent l'objet de critiques sévères. L'AEC pensa qu'il fallait trouver un moyen pour éviter dans l'avenir une telle situation et dans ce but proposa au "Lawrence Radiation Laboratory" (LRL) à Livermore un programme "intégré" de recherches bio-médicales, parallèle à celui du laboratoire de développement des explosifs nucléaires.

Le Dr John Foster du LRL consulta le Dr Tamplin, moi-même et plusieurs autres sur le bien-fondé d'un tel programme. Il était clair qu'un programme de recherches orienté vers la mesure de l'élévation du taux de radioactivité dans la biosphère, et plus particulièrement chez l'homme, conséquences des programmes de l'AEC, était nécessaire. La question qui se posait à nous tous était de savoir si un tel programme, poursuivi dans un laboratoire de l'AEC orienté vers l'armement nucléaire, serait considéré comme sérieux par le public, ou s'il serait considéré comme une autre justification ne méritant aucune confiance.

Le problème du double développement d'une technologie et des méthodes de protection contre ses effets était dans l'esprit de nous tous. Trois points nous convainquirent qu'il fallait participer à ce programme bio-médical.

a) La Direction du LRL nous donna l'assurance que nous pourrions effectuer nos recherches en toute indépendance, quels que soient nos résultats et leurs implications pour les programmes du LRL et de l'AEC.

b) Le Président de l'AEC, Seaborg, et le Commissaire Haworth, en réponse à notre assertion que nous ne tolérerions aucune obstruction à la diffusion publique de nos résultats, nous assurèrent que tout ce qu'ils désiraient était la vérité.

c) Nous étions conscients que le problème était de la plus haute importance pour la Nation, et que nous étions pleinement capables de résister à toutes les pressions pour cacher la vérité.

Rétrospectivement, nous pensons que nous n'aurions pas dû être aussi optimistes quant à la possibilité de mener une enquête sans contrainte sur les dangers pour la santé publique sous les auspices d'un organisme de développement. Très tôt le dilemme devint évident, puis les choses s'aggravèrent progressivement et sont devenues explosives à l'heure actuelle.

La leçon que les scientifiques, le public et le Congrès doivent tirer est que, alors que tous obéissent à des motivations hautement sincères, il est tout-à-fait impossible de poursuivre le développement d'une technologie nouvelle et de veiller à la protection du public au sein de la même institution. A l'avenir une telle combinaison, que ce soit pour l'énergie atomique ou une autre technologie, ne doit plus être tolérée. Elle met dans une situation impossible tous ceux qui sont impliqués dans l'affaire, et rend impossible la protection effective du public.

Le programme de recherches : évaluation de l'impact des retombées radioactives sur la biosphère et l'homme.

Notre programme comportait trois parties :

a) Evaluer l'élévation du taux de radioactivité due aux programmes de l'AEC d'essais d'armes nucléaires, du programme "Plowshare" (3), de la mise au point des réacteurs nucléaires et de l'utilisation des radioisotopes.

b) Suivre l'itinéraire de ces radioéléments à travers la géosphère, l'atmosphère et l'hydrosphère (4), dans les chaînes alimentaires, l'objectif final étant d'estimer les doses de radiations supportées par les humains et leur écosystème (5).

c) Surtout, comprendre les effets sur l'homme des doses de radiations causées par les programmes de l'AEC.

Nous avons travaillé rapidement et, pensons-nous, avec efficacité vers la réalisation de ces objectifs.

Premiers sujets de préoccupations sérieux.

Dès le départ, deux problèmes commencèrent à nous préoccuper sérieusement. Tout d'abord plusieurs programmes de l'AEC prévoyaient que des retombées radioactives très importantes auraient lieu, qu'on ne pouvait qualifier autrement que de dissémination incontrôlée. Les programmes Plowshare pour la formation des cratères, creusement de canaux, de ports, etc... nous semblaient particulièrement dangereux, et très tôt nous firent connaître notre point de vue. Aussi ne fûmes-nous pas étonnés d'être bientôt dénoncés par les fanatiques du programme Plowshare comme les "ennemis de l'intérieur".

Ensuite nos premières études des effets du rayonnement sur l'homme nous conduisirent à poser crûment la question : comment quelqu'un a-t-il pu définir une soi-disant "dose admissible" de rayonnement. Cependant le "Federal Radiation Council" avait fixé une telle dose admissible, à la fois pour le public et les travailleurs de l'énergie atomique.

Nous avons cherché à prouver scientifiquement que cette dose admissible, l'était vraiment, en ce sens qu'elle n'entraînait aucun préjudice pour les êtres humains. Nous ne trouvâmes aucune preuve. Très préoccupés par ce problème, nous informâmes les Directeurs du LRL à plusieurs reprises y compris de "General Advisory Committee", le "Plowshare Advisory Committee" et d'autres.

D'après la formulation du "Federal Radiation Council" la dose "admissible" de radiation a été fixée à un niveau tel que les bénéfices apportés à la société par le développement de l'énergie atomique compensent les risques. Malheureusement aucune précision concernant les bénéfices ou les risques n'était donnée. Ainsi nous avons affaire à une évaluation risques-bénéfices sans données numériques sur les risques, sans même que soit apprécié qui tirerait un bénéfice, et qui prendrait un risque.

Nous avons dénoncé publiquement l'absence de justification scientifique de la notion de dose "admissible", et la vacuité du jargon "risque-bénéfice" lors d'un congrès sur le programme Plowshare à Davis (Californie) en 1964. La réaction fut rapide. Un scientifique réputé de nos laboratoires me qualifia de "Cheval de Troie" du programme Plowshare. Le mécontentement des fonctionnaires de l'AEC à Washington devint évident, quoique sous une forme voilée. Surtout, il devenait de plus en plus évident que les paroles courageuses comme "tout ce que nous désirons connaître, c'est la vérité" allaient vraisemblablement rester lettre morte.

Pourquoi n'avons-nous pas critiqué vigoureusement les normes existantes dès 1964 ?

On peut se demander pourquoi nous n'avons pas combattu activement toutes les normes sur le rayonnement en 1964, alors que nous étions incapables de les défendre. Rétrospectivement nous en sommes étonnés nous-mêmes. A cela il y avait des raisons spécifiques :

(a) A cette époque les programmes Plowshare et les réacteurs nucléaires de puissance n'étaient pas sur le point de connaître un développement rapide;

Comment nous réveillâmes-nous en octobre 1970 ?

Il était évident que le moment de l'action au sujet des normes du FRC était arrivé. Les réacteurs nucléaires et les programmes Plowshare n'étaient plus des rêves mais des réalités imminentes. La dissémination de radioéléments suivant les normes du FRC devait être empêchée. Nous décidâmes, suivant les meilleures traditions, de présenter nos résultats à une assemblée de scientifiques réputés. "L'Institut des Ingénieurs Electriciens et Electroniciens" organisait une Conférence scientifique importante sur "La science nucléaire et l'environnement" et nous avait invité à présenter notre travail. Nous exposâmes donc devant cette assemblée scientifique les conclusions de nos travaux.

Malgré nos doutes grandissants quant au désir de l'AEC de connaître la vérité, nous sentîmes que les preuves que nous possédions étaient si accablantes que l'AEC se joindrait à nous pour recommander un abaissement immédiat de la dose maximum admissible de rayonnement. Ainsi, dans notre exposé, demandâmes-nous instamment à l'AEC, qui partageait en principe notre souci, de s'associer à nos efforts.

La Réaction instinctive du promoteur.

Loin de soutenir nos efforts, l'AEC déclencha une attaque violente contre nous, à l'aide de démentis, de fausses nouvelles nous tournant en ridicule - avec tout, sauf une preuve valable réfutant nos résultats. De nombreux collègues de notre laboratoire s'adressèrent à nous pour déclarer : "Vous rendez-vous compte de l'effet sur nos crédits de ce que vous êtes en train de faire ?" Ou encore : "Vous dites qu'il y aura de 16.000 à 32.000 morts par cancers ou leucémies de plus chaque année si on suit les normes du FRC - qu'est-ce qui vous fait penser que c'est trop ?".

Eh bien, nous nous préoccupons plus de la santé et du bien-être des hommes que du budget de notre laboratoire. De plus nous n'avons pas même aperçu un soupçon de bénéfice à retirer de la mort de 16.000 ou 32.000 Américains - et enfin la décision quant au bien fondé d'une telle politique doit appartenir au peuple américain - nous nous devons de rendre ces faits publics.

Les vœux pieux de l'AEC "tout ce que nous désirons connaître c'est la vérité" se volatilisaient. Face à une menace pour ses intérêts bureaucratiques et de chapelle, l'AEC prouvait que, lorsque les cartes sont jouées, le rôle promotionnel l'emporte facilement sur le rôle de protection.

Les programmes futurs de l'AEC dissémineront beaucoup trop de radio-éléments.

A la suite des réactions de l'AEC il faut retenir une autre leçon importante : il est évident que les programmes futurs de l'AEC conduiront à une augmentation beaucoup trop importante du taux de radioactivité dans la biosphère et l'environnement. Il y a plusieurs raisons pour cela.

1) Lorsque nous proposâmes la réduction par un facteur de 10 de la dose admissible, l'AEC rétorqua que les réacteurs de puissance dissémineraient encore moins de radioactivité que les normes que nous proposons. L'industrie nucléaire fit la même remarque. A ceci nous répliquâmes : "Bravo, dans ces conditions vous ne voyez sans doute

aucune objection à la diminution des normes actuelles". Mais l'AEC et l'industrie s'opposèrent malgré tout à cette réduction, c'est-à-dire qu'ils ne pensent pas réellement ce qu'ils disent quant à la faible dose disséminée par leurs installations

2) De plus l'AEC lui-même a un grand nombre de programmes Plowshare (explosions nucléaires pacifiques), chacun étant accompagné par la libération indiscriminée de radio-éléments dans l'environnement. L'un des programmes les plus pernicieux (tous sont pernicieux) est l'exploitation du gaz naturel grâce aux explosions atomiques souterraines, ce qui conduit à la production et à la vente de gaz radioactif au consommateur sans soupçons. Pour nous, la réponse classique "nous ne dépasserons jamais les normes" doit être traduite par : "nous ne créerons pas plus de cancers et de leucémies que le FRC ne nous y autorise légalement". La persée de ne pas être autorisé à irradier des êtres humains rend furieux les fonctionnaires du programme Plowshare. Nous considérons cette technologie comme une réponse à la recherche d'une question : il faut bien que les bombes atomiques servent à quelque chose - c'est ainsi que le programme Plowshare veut nous faire entendre raison.

3) Le directeur exécutif du FRC, le Dr Tompkins, a fréquemment souligné lors d'auditions au Congrès des USA qu'il pense que les normes ne sont pas trop élevées. En fait il pense qu'elles pourraient l'être trois fois plus. Il ajoute d'habitude que les "exigences opérationnelles" sont aussi importantes que les risques quand il s'agit de fixer les normes.

Afin que ces euphémismes soient clairs, nous devons les traduire. Si les programmes AEC sont poursuivis et si la radioactivité dégagée risque de dépasser les normes actuelles, son point de vue est que les "exigences opérationnelles" doivent conduire à exposer les gens à un taux de radioactivité plus élevé. Une augmentation par un facteur 3 signifierait 96.000 cancers et leucémies de plus chaque année.

L'idée raisonnable que peut-être les programmes choisis sont mauvais parce qu'ils exposent les humains à une dose de rayonnement trop importante ne semble pas venir à ces gens.

Ce qui s'est passé récemment

Nous avons continué à peser plus mûrement tous les résultats expérimentaux d'origine humaine ou animale. Il est devenu certain que le nombre de morts supplémentaires par cancer ou leucémie sera plutôt de 32.000 par an que de 16.000 annoncés d'abord. Le mythe de l'existence d'un seuil de sécurité est maintenant complètement démasqué. Il n'y a pas de seuil de sécurité en ce qui concerne la dose de rayonnement. Le mythe du moindre danger lorsque l'exposition est progressive a lui aussi été démasqué. La preuve avancée provient d'expériences faites sur des animaux assez âgés, dont la sensibilité est moindre. Tout ce que ces expériences prouvent c'est qu'il faut plus particulièrement éviter l'irradiation des enfants !

A tout ceci s'ajoute le fait que nous ne sommes nullement les seuls à estimer que la dose admissible définie

(b) Comme beaucoup d'autres, nous étions hypnotisés par l'erreur du jugement fantastique qui caractérise le développement de l'énergie atomique. Cette erreur réside dans le fait que puisque personne n'est capable de prouver qu'une certaine dose de rayonnement est dangereuse, la technologie peut continuer à se développer, bien qu'elle puisse peut-être faire courir un danger considérable. Comment nous en arrivâmes sous cette sorte d'hypnose, nous ne le savons vraiment jamais. Nous n'avons aucune excuse, nous avons manqué de simple bon sens. Ce que nous pouvons dire, au moins, c'est que nous avons réussi à dépasser cette phase aberrante, alors que beaucoup de nos collègues de l'AEC restent encore complètement et béatement hypnotisés.

Cela vaut la peine d'examiner, de plus près encore pourquoi nous n'avons pas pu nous rendre à l'évidence dès 1964. Nous disions alors que nous ne pouvions défendre les normes de la FRC mais nous ne les combattions pas. En plus de l'approche dangereuse qui consiste à aller de l'avant alors que la sécurité n'est pas assurée, nous croyions alors en deux mythes largement répandus dans ce milieu. A proprement parler on peut considérer ces mythes comme une invention, consciente ou non, servant en tout cas les buts des promoteurs.

Mythe n° 1. - "Il existe peut-être une dose de rayonnement constituant un seuil de "sécurité". Par là on entend que peut-être il n'y aura pas de développement du cancer ou de la leucémie ou de préjudice génétique, si la dose totale de rayonnement reste au-dessous de quelque nombre magique. Nous savons maintenant que ce n'est qu'un espoir réconfortant - particulièrement pour les promoteurs de l'énergie atomique, mais cet espoir ne repose sur aucune preuve scientifique. En fait les preuves avancées pour l'existence d'un tel seuil de sécurité ont été réfutées à maintes reprises par de nombreux scientifiques réputés. Mais les promoteurs continuent à espérer que d'une manière ou d'une autre, quelque part, quelqu'un apportera la preuve qu'il existe un seuil de sécurité. En fait, encore maintenant la "Bio-Medical Division" travaille sur un programme intitulé "Recherche d'un seuil de sécurité". En même temps, des preuves directes de plus en plus convaincantes, aussi bien en ce qui concerne l'homme que les animaux, montrent péremptoirement qu'un tel seuil n'existe pas. Des préjudices - cancers et leucémies supplémentaires - seront causés même par les doses les plus faibles. Nous savons même maintenant, à la suite d'un travail remarquable du Dr Alice Stewart en Angleterre, confirmé aux USA par MacMahon, qu'un simple examen aux rayons X pendant les derniers mois de la grossesse a pour conséquence une augmentation de 50% du nombre de cancers et leucémies observées pendant l'enfance ! Ainsi, comme vous le voyez, l'idée d'un seuil de sécurité a volé en éclats.

Mythe n° 2. - "Peut-être une administration progressive des doses de radiations, telle qu'elle a lieu dans les applications pacifiques de l'énergie atomique, ne produira pas autant de cancers et de leucémies que la dissémination rapide". Une apparence de preuve expérimentale dans le domaine animal était fournie pour soutenir cette idée. Nous ne savons pas pourquoi nous ne nous sommes pas rendu compte plus tôt que cette preuve était fautive. Il est probable que notre psychologie était telle que nous ne voulions pas mettre en question ce "dernier espoir".

De nombreux scientifiques déjà avaient eu de sérieux doutes, Lewis et Pauling (6) en particulier. En fait, même

avant notre réveil brutal, la "Commission Internationale pour la protection contre le Rayonnement", proclamait qu'il n'était pas raisonnable de compter sur une protection contre le cancer et la leucémie par l'administration progressive. Assez bizarrement, le FRC américain lui-même l'affirmait. Le problème du FRC est que cet organisme ne met pas en pratique ses propres recommandations.

Ce qui nous fit nous réveiller en octobre 1969.

Malgré nos doutes sur les normes nous croyions encore partiellement aux mythes que je viens de décrire. Nous étudiâmes soigneusement les preuves qui nous étaient fournies. Nombreuses, elles ne cessaient de nous parvenir. Les personnes irradiées à Hiroshima et Nagasaki développaient au cours des années, non seulement des leucémies, mais aussi d'autres formes de cancers : cancer des glandes lymphatiques, de la thyroïde, des poumons, du sein. Les patients anglais atteints d'arthritisme qui avaient été soignés par le rayonnement avaient tout d'abord été atteints de leucémies aiguës, puis, au fil des années du cancer du poumon, des glandes lymphatiques, des os, du pharynx et de l'estomac. De partout nous arrivèrent des preuves supplémentaires du lien existant entre les diverses formes de cancer et le rayonnement. Nous examinâmes toutes ces preuves et cherchèrent un caractère commun. Et ce que nous trouvâmes fut terrifiant, choquant et très préoccupant. Ce que nous savions déjà des expériences poursuivies sur les animaux, s'appliquait à l'évidence aux humains : toutes les formes principales de cancers humains sont produites par le rayonnement.

Ce qui fut un choc encore plus grand fut de constater qu'une dose donnée de rayonnements augmente au même degré la prolifération de toutes les formes de cancers et de leucémies. Par là nous entendons que si pour un cancer particulier apparaissant spontanément chez 100 personnes, une dose donnée de rayonnement augmente sa prolifération de 10 %, cette même dose augmente de 10 % la prolifération de toutes les autres formes de cancer. Et, constatation plus inquiétante encore, il apparut clairement que les enfants et les fœtus sont dix fois plus susceptibles de contracter des cancers et leucémies par suite de rayonnement !

A cette époque la plupart des gens étaient déjà convaincus que la leucémie et le cancer de la thyroïde étaient dus au rayonnement. Les preuves venant du Japon et d'Angleterre nous forçaient à inclure toutes les autres formes du cancer. Mais, en général, l'estimation des dangers dus au rayonnement étaient encore basée sur la leucémie, et assez peu sur d'autres formes de cancer.

Nos résultats indiquaient que le risque du cancer et de la leucémie est environ de 10 à 20 fois plus fréquente que la plupart des scientifiques ne le pensaient jusque-là.

Un rapide calcul suffit pour nous convaincre que les normes officielles du FRC pourraient amener de 16.000 à 32.000 cancers supplémentaires chaque année aux USA - un véritable désastre national. Pour être prudent et non-alarmiste nous choisîmes de minimiser le problème et de rendre public le nombre de 16.000.

officiellement conduit à la formation de plus de cancers et de leucémies. Après nos premières publications, nous avons reçu la copie du Rapport n° 14 de la très respectée Commission Internationale de Protection Radiologique (ICRP). Si on prend comme base les chiffres les plus récents de ce rapport et les utilisations pour des prévisions très optimistes, on trouve que l'estimation minimum se situe entre 11.000 et 18.000 cancers et leucémies supplémentaires par an, en appliquant les normes de la FRC. Nous sommes donc d'accord avec la ICRP.

Mais l'AEC peut compter sur le soutien de quelques valets de laboratoire qu'il soutient de son argent. Ceux-ci ne fournissent aucune preuve de la fausseté de nos chiffres. Ils ne fournissent aucune preuve du tout. Et nous entendons les affirmations suivantes :

"L'AEC a atteint des résultats remarquables".

"Aucun danger n'est mieux compris que celui dû à la radioactivité".

"Les normes sont très bien ainsi".

"Les bénéfices surpassent largement les risques".

Mais dans tout cela aucune preuve.

Et ceci nous apprend, et devrait apprendre au Congrès, une très importante leçon dans ce qui doit être l'effort déployé pour préserver un environnement viable pour les humains, qu'il s'agisse de la radioactivité ou d'autres polluants : espérer de scientifiques, dont les recherches et le gagne-pain dépendent d'un promoteur de technologie, qu'ils répandent la vérité quant aux dangers de cette technologie, c'est espérer que les rêves de père Noël deviennent réalité. Le père Noël existe peut-être, mais il vaut mieux ne pas compter sur lui.

Un défi scientifique à la Direction de l' "Atomic Energy Commission"

Comme la direction de l'AEC a critiqué le lieu où nous avons présenté nos résultats, le moment où nous les avons présentés, le public auquel nous nous sommes adressés, nous avons décidé d'essayer de savoir s'ils s'intéressent à l'exactitude de nos résultats.

Dans les couloirs du Congrès, le 28 janvier 1970, nous avons lancé le défi suivant :

"Mr le Président Hollifield, nous vous demandons de nommer un jury de personnes éminentes, physiciens, chimistes, biologistes, médecins, lauréats du Prix Nobel, ou membres

de l'Académie Nationale des Sciences, ou de l'Association Américaine pour l'avancement des Sciences - dont aucun n'a un intérêt dans les questions touchant à l'énergie atomique. Nous vous demandons de bien vouloir présider ce débat. Le Dr Tamplin et moi-même discuterons chacun des aspects des preuves que nous avons accumulées concernant les dangers sérieux que représentent les normes actuelles du FRC, contre l'équipe de l'AEC tout entière et tous ceux que la Direction de l'AEC peut appeler dans l'un de ses 19 laboratoires, seuls, à plusieurs, ou selon n'importe quelle formule. Avec leur expérience de 20 ans sur ce problème et leur grande équipe ils devraient être fin prêts pour ce débat, dans l'immédiat. Nous sommes prêts. S'il y a des raisons de mettre en question nos preuves et notre bonne volonté face à la décision de cette assemblée, ce jury éminent le déterminera. Si ce débat n'a pas lieu, alors je pense que le pays entier et le monde connaîtront la réponse sans autre question."

Nous étions alors le 28 janvier 1970.

Nous sommes le 7 avril 1970.

L'équipe directionnelle de l'AEC ne s'est pas manifestée. Il semble que la vraie réponse est maintenant connue.

J.W. GOFMAN, Lawrence Radiation Laboratory (Livermore)

(traduit par J; Bullot)

- (1) Commission de l'Energie Atomique américaine.
- (2) Cf. p. ex. le compte rendu qu'en donne Barry Commoner dans son livre "Science and Survival", édition française "Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ?", éditions du Seuil.
- (3) Plowshare programs : nom d'un projet américain d'utilisation "pacifique" d'explosions nucléaires pour creuser des canaux, localiser des réservoirs de gaz naturel, etc.
- (4) La terre, l'air et l'eau.
- (5) Ecosystème : système complexe d'espèces animales et végétales vivant dans un état stable d'interdépendance étroite les uns par rapport aux autres, dans un habitat déterminé (un étang, une forêt, une mer, la biosphère - ensemble de toutes les espèces vivantes sur la terre, sont autant d'écosystèmes).
- (6) Lauréats du prix Nobel. Lewis est un généticien, et Pauling un chimiste

LE CAS DE JACQUES BILLE : L'Hôpital psychiatrique, instrument d'oppression politique.

Si la méthode a (peut-être) été inventée par la machine oppressive soviétique elle connaît une vogue croissante dans les pays dits démocratiques. Le Service International, 129 rue du Faubourg Poissonnière, nous communique dans une lettre datée du 23 décembre :

"Après le règlement des cas Brochier, Bousserieu et Krohl (NDLR : les trois objecteurs de conscience emprisonnés qui viennent d'être réformés) et le règlement provisoire de l'affaire Putemans, une nouvelle affaire vient troubler cette fin d'année. ... L'union des "travailleurs espérantistes", une organisation pacifiste et mondialiste m'apprend l'incarcération de Jacques BILLE à l'hôpital psychiatrique Ste Anne (1, rue Cabanis, Paris 14°). Jacques BILLE a brûlé son livret militaire en 1964 et refuse depuis tout "fascicule" qui lui soit envoyé. Il a été amnistié en 1969 et de nouveau arrêté et interné pour les mêmes motifs le 13 novembre 70. Il a alors commencé une grève de la faim qu'il a cessée au bout de 24 jours sur (voir suite p. 20)

LES PIEDS DANS LE PLAT (DE LAIT CAILLÉ)

Dans "MANGEZ DU LAIT CAILLÉ", n° 2/3 de Survivre, p. 15, j'indiquais (dans un style des plus châtié) la recette du lait caillé, qui essentiellement se réduit à ceci : versez du lait dans un récipient, attendez que le lait soit caillé. J'imagine que la recette doit avoir été utilisée avec succès pendant des siècles dans de nombreux peuples pratiquant l'élevage; il est difficile en tous cas d'en imaginer une plus simple, et de trouver un produit plus sain, plus digeste (même pour ceux qui ne supportent pas le lait frais), plus complet (comme le lait lui-même) et meilleur marché. D'une consistance de flan, il est délicieusement rafraîchissant, ressemblant en cela au yoghourt (mais moins lié et un peu moins acide que ne le sont généralement les yoghourts du commerce). Evidemment le goût, c'est question de goût, c'est-à-dire de tradition et d'éducation et, comme dit le proverbe, "ce que paysan connaît pas, l'aime pas". C'est pourquoi il se trouve de nombreuses personnes qui, sans l'avoir jamais goûté, n'aiment pas le lait caillé (peut-être même y en a-t-il quelques-unes qui ne l'aiment pas même l'ayant goûté, - on trouve de tout dans ce monde...). Sans doute est-ce une des raisons qui expliquent les nombreuses protestations et autres signes de malaise auxquels j'ai eu droit à la suite de cette recette dont je suis si fier. Parmi les protestataires ou ironisants, citons au hasard Wagner, Messing, Mendès-France, Chevalley, Sibony, L. Schwartz... Cependant la plupart des commentaires avaient cette allure : Quelle idée de mettre des recettes de cuisine, c'est pas sérieux voyons, on va nous prendre pour des petits rigolos! (Au lieu, j'imagine, qu'on nous prenne pour de graves savants, ou pour d'ardents révolutionnaires - biffer la mention inutile). Des savants qui s'intéressent à des recettes de cuisine, à quoi ça ressemble en effet, - c'est ce que mes amis ont l'air d'impliquer tout en m'enquêtant gentiment. Pas un non plus ne semble avoir lu le deuxième et dernier alinéa du petit article cité, où j'énumère les avantages du lait caillé sur son "équivalent" commercial, le yoghourt : garantie totale sur les ingrédients utilisés et le soin de la préparation (or n'est jamais si bien servi que par soi-même...); prix de revient deux à trois fois plus bas; élimination du circuit alimentaire d'une industrie alimentaire superflue, celle du yoghourt, polluante et aliénante comme toute industrie. Polluante surtout par les pots non recyclés, généralement en plastique. Aliénante pour les milliers d'ouvriers rivaux à un travail d'automates pour rien, ou plutôt pour rien d'autre que de gagner par un travail abrutissant un salaire qui, dans notre confortable société de consommation, lui permettra de s'acheter force produits manufacturés dont il n'a aucun besoin bien qu'on lui fasse croire le contraire (et de bonne foi encore); par exemple de s'acheter du yoghourt du commerce trois fois plus cher que le lait caillé ou que le yoghourt qu'il pourrait faire sortir de chez lui.

En somme, les qualités intrinsèques du lait caillé, tout comme ses avantages sur un produit comparable du commerce, et l'aspect "écologique" évident de la question, - c'est compté pour des prunes parce que le sujet n'est pas sérieux! Il y

a à ce refus deux aspects qu'on va regarder. Tout d'abord, on considère comme "pas sérieux" de s'occuper de ce qu'on mange, ailleurs que dans des livres de cuisine ou des magazines féminins. Qu'est-ce que ça viendrait faire dans Survivre ? A quoi je réponds : pour vivre comme pour survivre il faut manger, et ce qu'on mange n'est pas plus indifférent que la quantité de ce qu'on mange. Il y a des indications pour le moins extrêmement fortes que la multiplication impressionnante, depuis une cinquantaine d'années, de "maladies dégénératives" telles que les cancers, icères du foie, diabètes (sans parler des troubles digestifs chroniques), sont liés à l'abandon rapide des régimes alimentaires traditionnels par suite de l'industrialisation de la production alimentaire. (Sur ce sujet, sur lequel il faudrait revenir de façon détaillée dans Survivre voir Robert Walle, The Diseases of Civilisation, The Ecologist, n° 2 (Août 1970).) D'ailleurs, la qualité et la quantité de ce qu'on mange sont reliées de plus d'une façon. Un régime alimentaire simple et équilibré permet de s'accommoder, toutes choses égales, d'une moindre quantité de nourriture. Une économie ayant éliminé celles de ses industries alimentaires qui sont inutiles (car ne répondant à aucun besoin véritable) pourra consacrer plus de ressources à la production agricole elle-même. En l'occurrence, que le yoghourt ne soit pas un "besoin" véritable, mais un des innombrables "besoins artificiels" créés par la société de profit, est suffisamment clair si on se rappelle que le yoghourt était encore pratiquement inconnu en France ou en Allemagne (et, sans erreur, dans tous les pays d'Europe occidentale comme d'Amérique) dans les premières années de l'après-guerre, et que sa consommation a été implantée par un impressionnant effort publicitaire de quelques firmes laitières (la firme Danone en France notamment), qui continue d'ailleurs encore aujourd'hui. Soumis pendant quelques années à un tel régime publicitaire, les gens en viennent à considérer la consommation dudit produit comme une des acquisitions inaliénables du PROGRES, et à traiter de farceur, de rétrograde, de réactionnaire ou de dingue (suivant le tempérament et les circonstances) le pauvre malheureux qui s'aviserait de remettre en cause ladite acquisition.

Le plus drôle dans tout ça, pour en revenir au yoghourt, c'est que grâce aux merveilles du PROGRES et à l'industrialisation de l'alimentation, le vrai yoghourt, aliment traditionnel des pays d'Europe centrale et de Grèce, semble avoir disparu sans laisser de traces. J'étais en Roumanie au mois de juillet dernier, et m'étais fait fête d'en manger, du vrai de vrai. Mes amis roumains, à la fois gênés et fiers (des performances de leur pays agricole en voie d'industrialisation) ont vite fait de m'enlever mes illusions : ça fait belle lurette qu'on n'y trouve plus que du yoghourt en petits pots de carton! Bientôt, ils seront même en plastique, comme chez nous. J'en ai goûté, ils ne sont pas plus mauvais qu'en France, ni meilleurs. On a fait une excursion dans les Carpathes, et on a rencontré force vaches avec de jolies clochettes autour du cou, mais de yoghourt traditionnel point. -

Mais nous voilà bien, au fait, de chercher des poux aux Roumains, alors que dans notre beau pays de France le lait du commerce est devenu si trafiqué qu'il refuse de donner du lait caillé sous les conditions normales, comme il le faisait il y a vingt-cinq ans ! Ça m'a quand-même fait un choc de m'apercevoir de la chose, après la rédaction de mon article; je croyais pas qu'on en était déjà là ! Prière de se reporter, pour les rectifications techniques nécessaires, aux "rectifications et compléments", page 19.

J'en viens au "deuxième aspect" promis plus haut. C'est qu'à peu près tous les gens à orientation politique (et les autres aussi, mais avec moins de conviction) pensent que c'est idiot de se fatiguer à changer quelque chose dans sa vie personnelle, sa vie de tous les jours, en conformité par exemple avec des desiderata écologiques ou sociaux. Quelle différence cela fait, qu'ils m'expliquent, qu'une ou cent personnes sur cinquante millions, ou sur trois milliards, s'abstiennent de participer à telle forme de pollution (ou de faire leur service militaire, ou de s'envoyer de substantiels contrats avec l'armée...) ? Eliminer une industrie inutile et polluante ? D'accord, y a qu'à obliger de gouverner à faire une loi pour; ou mieux, y a qu'à faire la révolution et changer de gouvernement ! Après ça, on veut bien nous passer de voiture et aller à pied ou en train à la place, on veut bien (peut-être et à la rigueur) se taper un peu moins d'apéros et autres menus plaisirs, on veut bien (si trois milliards d'autres font pareil) se fatiguer à verser du lait dans un récipient et à attendre que le lait caillé se fasse, plutôt que de sortir un petit pot en plastique du frigo.

Faut avouer que sur le plan de l'efficacité, cette position ne manque pas de logique. Je pense qu'elle est erronée, mais ai fini par me convaincre qu'elle renferme quand-même un enseignement important. Cela ne sert en effet pas à grand chose pour l'humanité qu'on se borne à "être vertueux dans son coin". C'est cette vision du gars "vertueux dans son coin" qui visiblement agace ou exaspère beaucoup de mes amis aux allures parfois machiavéliques. Pour eux, et ils ont pas tellement tort, le vertueux dans son coin, il fait pas de mal bien sûr, il fait peut-être même du bien à deux ou trois autres gars, qui finissent peut-être par devenir vertueux comme lui. Mais mes amis regardent de travers le vertueux dans son coin, un peu comme quelqu'un forcément réac - la vertu, c'est bien connu, ça a été inventé par la bourgeoisie pour couillonner le peuple. Pour tout dire, je crois qu'ils lui préfèrent encore le gars franchement vicieux, avec lui au moins on sait à quoi s'en tenir. Pas de surprise avec celui-là ! Mais le pire pour eux c'est quand le vertueux dans son coin sort de son coin pour prêcher la vertu aux autres, - en fait, avant ça ils l'avaient pas remarqué plutôt, ils lui auraient encore pardonné. De leur point de vue, ils n'ont pas tort ici encore, tant que le vertueux prêche dans le désert. Sa croisade n'est alors guère rien d'autre qu'un autre acte de vertu, et malgré ses bonnes intentions, le vertueux prédicateur reste dans son coin comme s'il n'en était jamais sorti. En somme, on nous explique qu'il est important de transformer la réalité, qui en a bien besoin. Et c'est bien rare que de prêcher la vertu et de payer d'exemple lui fasse grand chose, à la réalité - encore que ça arrive parfois, avec des bonshommes exceptionnels, comme Gandhi ou César Chavez, et dans des circonstances particulières. Beaucoup de mes amis politisés, dans la foulée, englobent même ces derniers dans leur méfiance systématique

du gars vertueux, dans son coin ou pas, et deviennent alors aveugles au point de nier que l'action de ces bonshommes ait été efficace; ils veulent pas renier leur antipathie a priori, ni leur critère de valeur essentiel : l'efficacité. Pour le coup ils ont complètement tort, et sont dangereusement proches d'un sectarisme dont les bonshommes auxquels ils en veulent étaient par contre totalement exempts.

Comme enseignement utile, je retiens la nécessité de parvenir à une méthode efficace pour inciter les gens "à être vertueux", ce qui aujourd'hui veut dire : se comporter de façon compatible avec leur intérêt collectif à l'échelle la plus globale, celle de tout l'écosystème terrestre. Trouver de telles méthodes n'a rien de facile, et personne à ma connaissance n'a trouvé de recette, infaillible ou pas; et on n'est pas les premiers à avoir cherché. Manifestement, ni être vertueux dans son coin, ni attendre que la révolution vienne tout arranger, n'en sont une. Les politiques répètent que c'est impossible d'être vertueux en grand nombre quand le système social ne s'y prête pas; ils ont dans une large mesure raison; on peut pourtant citer des exceptions, - et tout scientifique, donc Diogène, sait que les exceptions peuvent être aussi importantes ou plus importantes que la règle comme moyens de croissance. Les vertueux (pour leur donner un nom, même s'ils en méritent un plus beau) répètent que c'est impossible de construire un système social potable avec un populo trop abruti ou trop carne, sans même parler des chefs. L'expérience prouve qu'ils n'ont pas tort non plus. Conclusion ? On est foutus ? Y a qu'à attendre le jugement dernier pour l'an 2000 ? C'est pas dit. En tout cas, cela me convainc qu'on ne pourra pas faire l'un sans l'autre, qu'il faudra par degrés et en même temps travailler sur la mentalité des gens, qui s'exprime dans leur vie au jour le jour, et sur la structure de la machine sociale, un progrès d'un côté en permettant un de l'autre. (Pour faire plaisir aux politiques, cela s'appelle, paraît-il, un "processus dialectique".) Ce n'est pas une recette, encore moins une stratégie. C'est pourtant un premier principe directeur. Je suis convaincu que si on le néglige, on fait fausse route. Et on ne peut plus s'amuser à perdre beaucoup de temps, à ce qu'il paraît.

Et qu'est devenu le lait caillé dans tout cela ? On y est tout près ! Dans chaque numéro de Survivre, il faudrait qu'il y ait une rubrique, disons de "Suggestions écologiques", donnant des suggestions, recettes, etc., tout ce qu'il y a de terre-à-terre, que chacun qui veut peut mettre en pratique, sans avoir besoin pour cela ni de la bénédiction de notre président de la République ni d'aucun de ses ministres, ni d'une Organisation politique ou écologique, ni de l'avènement de la "révolution qui arrange tout". Pour cette rubrique nous avons besoin de l'aide de nos lecteurs :

LECTEURS DE SURVIVRE, ECRIVEZ-NOUS POUR NOUS SIGNALER DES SUGGESTIONS ECOLOGIQUES, EN NOUS INDIQUANT LEURS MOTIVATIONS ET EN NOUS PRECISANT QUELLES ONT ETE VOS PROPRES EXPERIENCES DANS LEUR APPLICATION.

Si vous avez à nous signaler des marques de chaussettes inusables - n'hésitez pas à nous communiquer

voire expérience ! Si vous êtes dans les industries chimiques et si vous connaissez les pourcentages en phosphates des principaux détergents utilisés sur le marché, communiquez-les nous ! De même si vous connaissez une marque de flocons de savon ordinaire qui peuvent être substitués aux détergents, comme les Ivory Flakes aux USA - car pour le moment il n'y a guère d'espoir d'arriver à inciter quiconque à faire les flocons de savon lui-même. Même Diogène n'en trouve pas le temps. Dites-nous des moyens d'éviter telles nuisances dans le jardin sans utilisation de pesticides, des recettes de yoghourt et de je ne sais quoi... (Cet appel devait figurer dès le n° 2/3, après précisément le "Mangez du lait caillé", mais notre dactylo bienveillant, qui n'aimait pas trop l'idée, a comme par hasard égaré ce texte-là.) Toutes ces choses sortent comme qui dirait des éléments vers une "mentalité écologique"

et un "mode de vie écologique", - un microcran dans le processus dialectique si vous voulez. On vous remplira pas le journal avec - encore que ce serait pas plus bête qu'autre chose, plutôt le contraire. Mais tant qu'on ne m'aura pas vidé du journal, comptez sur moi pour faire mon possible pour qu'il y en ait dans chaque numéro. Le tout sera d'y être aidé par ceux de nos lecteurs qui ne sont pas entièrement réduits à l'état de HOMO POLITICUS.

A bas la tyrannie de l'HOMO POLITICUS !

Vive la renaissance de l'HOMO ECOLOGICUS !

Diogène

LETTRE D'UN PHYSICIEN

Le texte qui suit est la traduction d'une lettre adressée par un physicien américain, H. Pierre Noyes, du Stanford Linear Accelerator (SLAC), USA, à un certain nombre de ses collègues, et notamment ceux qui figuraient jusque là sur sa liste d'envois de preprints (1). Entre autres il y informe ses collègues de sa décision d'exclure de sa liste d'envois essentiellement tous ceux qui acceptent de travailler dans des laboratoires travaillant pour les armements. Nous publions cette lettre, tout d'abord parce que l'argumentation qui y est développée nous semble intéressante, d'autre part parce que l'action entreprise par Noyes nous semble susceptible d'inciter des scientifiques de disciplines quelconques à des actions analogues.

La Rédaction

883 Lathrop Drive
Stanford, Calif. 94305
30 May 1970

Cher Collègue,

Il me semble que le temps est venu pour notre profession de reconnaître que les méthodes violentes de résolution des conflits sont en train de devenir de plus en plus non adaptatives dans notre monde technologique. Si l'on accepte cette proposition, cela nous impose l'obligation morale de dégager nos activités d'une aide directe aux militaires ou à la police. Pour placer en perspective notre état de compromission, je vais esquisser mon propre point de vue de la façon dont les choses sont arrivées. Avant la deuxième guerre mondiale, les physiciens partageaient un point de vue essentiellement international et antimilitariste avec le reste du monde académique et scientifique. Nous avons depuis abandonné cette tradition pour développer le radar et des armes nucléaires pendant la période de la coalition antifasciste.

L'avènement des armes nucléaires nous donna une impulsion pour pousser à une internationalisation de l'énergie nucléaire et à l'abandon des méthodes militaires pour la résolution de conflits internationaux. Ce mouvement s'est évanoui sous la pression de la Guerre Froide, et les physiciens occidentaux ont alors eu tendance à rationaliser leur aide à leurs appareils militaires nationaux sous la rubrique du "antitotalitarisme"; ceux du bloc soviétique invoquant la défense contre l'impérialisme capitaliste et le proto-fascisme menaçant les pays socialistes.

Les attitudes de dissuasion qui se sont dégagées de cette confrontation ont probablement repoussé l'avènement de la guerre nucléaire et ont réduit les guerres conventionnelles à une échelle plus petite que le conflit aux dimensions mondiales de 1939-45.

Cependant, cette pénible demi-trêve n'a pas résolu le problème mondial, et il y a actuellement de fortes chances qu'avec le développement ABM-MIRV exigé par les planificateurs militaires des deux côtés, nous aboutirons à une course aux armements effrénée et à une catastrophe thermonucléaire. Quelles qu'aient pu être les rationalisations d'une période antérieure (que j'ai partagées avec de nombreux collègues dans les années 50), cette nouvelle menace est de dimensions telles que je pense que notre profession, individuellement et collectivement, devrait engager une action effective pour nous y opposer par tout moyen efficace que nous pourrions imaginer, et ceci quel que soit le pays dans lequel nous nous trouvons être résidents.

Un point de départ pour une telle action pourrait être une reconnaissance explicite par nous, tant comme individus que par nos organisations académiques et professionnelles, du fait que la physique est une création internationale avec des buts humanistes, et qu'un détournement de ces buts pour servir des fins nationales ou politiques est une perversion que nous devrions nous efforcer d'empêcher activement. Une forme spécifique qu'une telle reconnaissance pourrait prendre a été proposée par Charles Schwartz (Bull. Am. Phys. Soc. 15, 28, Abs. AG 1 (1970)) (2), sous forme d'un engagement solennel :

" Je m'engage à ne pas participer à des recherches pour la guerre ou à la fabrication d'armements. Je m'engage de plus à conseiller à mes étudiants et à exhorter mes collègues à faire de même."

J'ai pris cet engagement, et cette lettre fait partie de mon effort pour "exhorter mes collègues à faire de même". Je recommanderais également que nous fassions le nécessaire dans nos institutions pour faire de cette partie de l'enseignement - pour faire de l'éthique scientifique une part intégrante explicite de la formation professionnelle. L'Université de Zagreb exige déjà de tout étudiant des sciences ou de engineering, comme une part de la cérémonie de décernement des diplômes, de prendre l'engagement qu'il n'utilisera ses capacités que pour le bénéfice de l'humanité. Cette extension du "Serment d'Hippocrate" à d'autres professions que la médecine pourrait être un utile point focal pour soulever ces problèmes à l'Université.

Il y a une autre responsabilité pour ceux de nous dont les nations sont activement engagées dans des conflits militaires. La plupart d'entre nous sommes citoyens d'états membres des Nations Unies, dont la charte interdit explicitement l'usage de la force armée sauf en réponse à une attaque directe. Certainement la participation US dans des opérations militaires dans l'Asie du sud-est n'est pas couverte par cette exception, et constitue une violation extrêmement grave du droit international : cela a récemment été aggravé encore par l'invasion du Cambodge. Alors même que cette guerre serait légale, sa conduite par les US a violé de nombreux traités internationaux protégeant les combattants comme les civils, et a fait perpétrer de nombreux crimes de guerre du même type que ceux pour lequel certains ont été reconnus coupables et exécutés après la Deuxième Guerre Mondiale. Pour de la documentation, voir les références données dans mon résumé (abstract) sur ce sujet (Bull. Am. Phys. Soc. 15, 617, Abs. 1A3 (1970)).

Ces actions illégales, qui sous l'Article VI de la Constitution des USA sont des infractions à la loi internationale, rendent un appui direct de l'appareil militaire américain indéfendable, et peut-être même en font un crime de guerre. Quand je me fus convaincu de cette illégalité, j'ai mis fin à tous les contrats militaires et refuse maintenant de faire n'importe quel travail militaire ou de me laisser consulter par le gouvernement des Etats-Unis. J'exhorte chacun de vous qui, comme moi-même, seriez en mesure de le faire, de faire ce même pas, et ceux dont l'occupation actuelle exige la security clearance (3) d'entreprendre la tâche difficile de chercher un autre emploi.

Des actions individuelles comme celles qui précèdent ne suffiront pas à dégager notre profession de ces activités criminelles. Nous devons exiger un financement exclusivement civil de nos recherches et la fin du système actuel de financement par le Department of Defense (4). Ceux d'entre nous qui sommes employés par l'"Atomic Energy Commission" (5) devraient exiger que la section des applications militaires soit détachée de l'AEC et qu'elle devienne une agence militaire; toute recherche secrète devrait être retirée de l'AEC pour qu'elle puisse devenir une agence purement civile.

Des moyens sont nécessaires pour "dramatiser" cette campagne et lui donner quelque force. Une proposition qui a déjà produit quelque action est un boycott scientifique de Los Alamos, Livermore et Fort Detrick (J. Shapiro, Bull. Am. Phys. Soc. 15, 617, Abs. 1A2 (1970)). L'intention est de couper toute communication scientifique avec ceux qui travaillent à ces laboratoires, de refuser de les inviter pour des conférences dans nos institutions d'attache, et de protester contre leur présence avec des pancartes dans toute rencontre scientifique où ils présentent des communications.

C'est là une mesure draconienne, il est vrai, et beaucoup parmi vous la jugeront incompatible avec deux de nos traditions les plus fondamentales : la libre communication, et la séparation de nos propres scientifiques de toutes "animosités" personnelles, nationales, raciales, politiques. A ceci je puis seulement répondre que la perversion de notre profession, allant jusqu'à la création d'armes de destruction massive, est une violation encore plus grave de nos traditions, et qu'une opposition à cette dernière a une plus haute priorité. D'autres diront qu'ils ne voient pas de mal dans la recherche scientifique qui se fait dans ces laboratoires, mais qu'en fait une telle recherche permet de divertir des fonds qui autrement seraient consacrés à des recherches militaires. Ceci est une erreur d'interprétation du but rempli par la recherche pure dans ces laboratoires. Pour citer une lettre de Eugène Goldberg, un "supervisor" dans le Dep. de Physique de Livermore, adressée à Hugh Dewitt du même laboratoire, datée du 16 avril 1970 :

" La recherche fondamentale dans ce Laboratoire joue un rôle très particulier. Les chercheurs, par leurs activités professionnelles, doivent augmenter le niveau d'excellence de tout le Laboratoire. Leur présence dans le Laboratoire sert à contrebalancer des désavantages inhérents à toute recherche secrète, et elle sert de pont avec la communauté scientifique. Si la qualité de leur recherche est considérée comme exceptionnelle, il n'est pas requis qu'elle soit liée aux buts du Laboratoire pour que nous continuions à la financer. Si la recherche est de haute qualité, sans être exceptionnelle, nous demandons qu'elle soit d'une utilité plus directe pour le Laboratoire. (Il est, bien entendu, particulièrement heureux lorsqu'on rencontre des réussites scientifiques exceptionnelles qui sont d'une utilité directe aux programmes du Laboratoire.) Cette utilité se réalise le mieux par l'interaction personnelle entre le chercheur et le scientifique programmeur, non seulement pour fournir de l'information, mais - ce qui à mon avis est de loin plus important - pour stimuler des performances de niveau plus élevé chez ces collègues scientifiques."

Cette déclaration très claire me convainc que nous, à l'extérieur de ces laboratoires, qui tolérons que ces "ponts vers la communauté scientifique" soient directement utilisés, contribuons directement à la création d'armes de destruction massive.

A titre de geste personnel appuyant ce boycott, je révisé maintenant ma liste d'envois de preprints (1) pour en exclure toutes les institutions, et pour y inclure

seulement les particuliers qui ne sont pas engagés dans la recherche militaire, que ce soit activement ou comme conseiller d'un gouvernement national quel qu'il soit. Ceux qui sont employés dans des laboratoires d'armements ici même ou à l'étranger seront exclus sauf s'ils cherchent activement un autre emploi ou s'ils essaient activement d'exclure tout travail militaire de leur institution.

J'inclus dans cette lettre un formulaire pour que vous m'indiquiez si oui ou non vous souhaitez de rester sur ma liste de tirages à part sous ces conditions. Je serais heureux de poursuivre cette discussion avec n'importe qui d'entre vous. De refuser des communications privées à des personnes de laboratoires d'armements est évidemment une épée à deux tranchants; dans mon propre cas, cela me cause plus de dommage qu'à ceux des laboratoires. Certaines des meilleures données de "nucleon-nucleon scattering" que j'utilise viennent d'eux, et il faudra maintenant que j'attende le moment où elles tombent dans le domaine public. Bien entendu, je continuerai à utiliser l'information publique de n'importe quelle source.

Une autre tactique que les organisateurs du boycott commencent à utiliser est de se rendre à une session où un conférencier de Livermore ou de Los Alamos présente une communication, et de se poster avec des pancartes disant "Los Alamos fait aussi des Bombes", ou quelque autre commentaire de circonstance (6). Quoique encore hésitant sur la tactique du boycott à un certain moment, je m'y suis joint à l'occasion de la récente rencontre de l'American Physical Society à Washington, à titre de geste de solidarité avec les buts de ce mouvement. C'est cette tactique peut-être qui a eu l'effet d'amener un auditoire fourni pour les deux communications citées plus haut, que Shapiro et moi-même avons soumis indépendamment à cette rencontre. De toutes façons, nous avons ainsi pu susciter une bonne heure de discussions de haut niveau, dans lesquelles beaucoup de points de vue différents ont été exprimés. Plusieurs personnes se plaindrent à ce moment que la tactique des pancartes était disloquante (disruptive). J'accorde qu'elle distrairait l'attention visuellement, mais après un examen attentif de leurs arguments, je ne puis les accepter.

L'hypothèse implicite qu'ils font est que la physique pourrait être séparée en de petits compartiments, et que toute tactique qui désagrège cette segmentation est disloquante. Le problème ici est que cette augmentation est précisément la méthode par laquelle notre société empêche que les questions morales soient considérées comme faisant partie des obligations professionnelles du scientifique. De maintenir cette segmentation n'est pas un acte neutre - en fait, cela renforce notablement le statu quo et donne un appui aux activités criminelles des appareils militaires nationaux. Aussi, dans cette question, je ne vois pas comment une position neutre serait possible; de continuer à la façon traditionnelle ou de protester contre celle-ci - l'un et l'autre sont des actes politiques, et un choix ne peut être évité.

J'avais espéré distribuer cette lettre avec la copie d'un article ayant pour titre "La Révolution Terrestre" que j'ai récemment soumis à Science (7). Cet article donne l'arrière fond scientifique à ma conviction que des méthodes non violentes de résolution de conflits sont nécessaires, ainsi que des nouveaux modes d'organisation communautaire et de participation, pour pallier la crise sans précédent qu'affronte notre planète. Malheureusement l'administration de la SLAC a décidé que cet article scientifique ne pouvait être distribué sur des fonds de l'AEC (5). S'il n'est pas accepté prochainement par Science, je m'efforcerai d'en faire des copies à mes frais et de les distribuer à ceux parmi vous qui exprimerez le désir de le voir.

Bien à vous pour la paix et la liberté

H. Pierre Noyes

(trad. A. Grothendieck)

(1) Preprint : publication scientifique multigraphiée à petit tirage (de l'ordre de cent ou quelques centaines de copies), destinée à l'information d'un public de collègues spécialistes, en attendant sa reproduction dans un des périodiques scientifiques. Les preprints ne sont pas vendus, mais généralement envoyés gracieusement suivant une liste remise par l'auteur à l'institution responsable de la production du preprint; celle-ci en envoie également en règle générale à tous ceux qui lui en font la demande.

Pour que l'auteur ait un contrôle sur l'envoi des preprints, il peut donc être nécessaire qu'il se charge lui-même de leur envoi.

(2) Elle est citée dans Survivre n° 2/3, p. 3.

(3) Security clearance : autorisation donnée à une personne, après enquête, par le Service de Sécurité concerné pour participer à une activité soumise au secret (militaire, ou d'Etat, etc.).

(4) Department of Defense : Ministère de l'armée aux USA.

(5) Atomic Energy Commission (Commission à l'Energie Atomique) : c'est l'agence gouvernementale aux USA chargée à la fois de la promotion des applications "pacifiques" de l'énergie nucléaire, et de la protection du public contre ces mêmes applications. Voir à ce sujet l'article p. 2 de W. Gofman.

(6) Une façon plus concrète serait de reproduire sur ces pancartes des photos ou des dessins illustrant les effets des bombes en question sur des cibles humaines.

(7) Science, un des deux ou trois importants magazines scientifiques (mensuels) publiés aux USA. Un bon nombre d'importantes découvertes scientifiques y ont été annoncées pour la première fois.

EN BREF Egebert Brieskorn, mathématicien de Göttingen (Allemagne) vient de nous écrire : "... Après avoir récemment lu des extraits d'un livre sur des atrocités commises par les américains dans la guerre du Vietnam, j'ai rompu tout contact avec des institutions américaines. Je suis également sorti de l'AMS (American Mathematical Society) et ai annulé toutes les conférences que je devais faire aux Etats-Unis. Je ne sais si cela va dans le sens de Survivre, mais j'ai cru que je ne pouvais agir autrement..."

NOS LECTEURS ECRIVENT

Sur la Campagne "Ne soyons pas Complices" (Survivre n° 2/3, p. 2).

Quelques-uns des avis reçus sur cette campagne sont réservés. Ainsi Kenichi Iyanaga et Claude Bruter (mathématiciens, de Tokyo et Brest respectivement) ne désirent pas s'y engager, du fait que l'engagement qui fait l'objet de cette campagne implique une prise de distance vis-à-vis de tous les appareils militaires, plutôt que vis-à-vis de ceux des pays capitalistes, ou impérialistes. Ainsi Bruter n'exclut pas la possibilité que, placé dans une situation où il se trouverait faire partie d'une communauté nationale sous-développée agressée par un pays impérialiste, il consente à faire de la recherche militaire pour le compte de ce pays. R. Godement d'autre part fait observer que la motivation de l'engagement, savoir la prise de conscience de "la menace croissante pour la survie des hommes par les appareils militaires partout dans le monde", n'est qu'une parmi de très nombreuses motivations possibles pour s'abstenir de collaborer comme scientifique avec ces appareils, et que l'insistance sur ce motif particulier risque d'écartier la plupart des signataires virtuels. A. Lascoux (mathématicien de Paris) pense que l'engagement de "s'abstenir de faire des recherches directement dirigées vers des applications militaires" est ambiguë, et qu'il serait préférable de le remplacer par un engagement positif, comme : s'engager à s'opposer dans la mesure de ses forces à l'utilisation militaire des recherches scientifiques. Au cours d'une discussion commune, A. Barranco, C. Chevalley, A. Grothendieck, D. Guedje, C. Nawari se sont ralliés à cette formulation. Par ailleurs, C. Chevalley déplore le nom de la campagne "Ne soyons pas complices", qui lui semble d'un moralisme de mauvais aloi; il ne met pas en cause à part cela la formulation de l'engagement, ni le principe de la campagne. Il en est de même pour Chandler Davis, qui est cependant réservé pour des questions d'opportunité :

"Ma réaction à votre campagne "Ne soyons pas complices" est hésitante. L'idée me plaît, mais je ne suis pas sûr si vous réalisez que la plupart des gens disposés à signer un tel engagement l'ont déjà fait sous une forme ou une autre. Il serait nécessaire qu'une campagne diffère de façon dramatique de celles qui l'ont précédée, ou qu'elle vienne à un moment où beaucoup de gens deviennent disposés à l'appuyer, qui ne l'étaient pas avant. La deuxième condition avait existé brièvement dans les US au mois de mai dernier ... mais n'existe pas maintenant. Il faut donc satisfaire à la première condition ! Il y a une possibilité d'influencer des mathématiciens par le fait que vous y contribuez par votre talent et votre énergie; mais pour réaliser une telle possibilité, nous devons trouver des campagnes qui sont adaptées en détail au moment, et je ne suis pas sûr encore que cela ait été atteint."

Une réponse partielle à cette réserve de Ch. Davis se trouve peut-être dans l'observation que la campagne proposée est conçue non comme une action momentanée, mais comme une action de longue haleine, et que le but n'est pas de faire le compte des convaincus, mais de contribuer à initier des discussions et des réflexions qui impliquent le plus

grand nombre possible de scientifiques hésitants ou franchement réfractaires. Cela n'empêche que, comme le dit Davis, la campagne proposée n'a de sens que si elle diffère de façon substantielle ("dramatique" !) de campagnes antérieures; pour celles-ci, le lecteur pourra se reporter à Survivre n° 2/3 p. 3 et à l'article de Ch. Davis dans Survivre N° 4, p. 2.

G. Segal et G. Williams (mathématiciens de Oxford) demandent de préciser ce qu'on entend par "scientifiques", comme ceux invités à se joindre à la campagne, et suggèrent que ce terme doive inclure les étudiants licenciés ("graduate students"), mais pas les étudiants non licenciés. Cela semble en effet naturel dans la formulation primitive de l'engagement, les questions soulevées ne se posant que pour des personnes susceptibles d'avoir une activité de recherche ou des responsabilités administratives dans une telle activité. Si nous adoptons cependant la suggestion de A. Lascoux, cet argument tombe, puisque divers événements aux USA ont montré clairement que les étudiants sont plus enclins et plus aptes que leurs aînés à "s'opposer dans la mesure de leurs forces à l'utilisation militaire des recherches scientifiques", et ont en fait fourni la force principale pour poser le problème en termes nets et obliger des savants établis à prendre position clairement dans un sens ou dans l'autre. Cela semblerait un argument supplémentaire de poids en faveur de la formulation de Lascoux, en permettant de mobiliser des étudiants en faveur de la campagne. Celle-ci devenant une action commune des étudiants, des enseignants et des chercheurs, on obtiendrait peut-être là la "différence dramatique" demandée par Chandler Davis ! Prière aux lecteurs intéressés, et particulièrement à Davis, Segal, Williams et aux membres du Conseil Provisoire, de donner leur opinion.

Si on ne tient pas compte de la critique de Godement, mais des questions soulevées par Lascoux, Segal, Williams, on arrive à la formulation suivante :

"Les étudiants, chercheurs et enseignants sous-signés, ayant pris conscience de la menace croissante pour la survie des hommes par les appareils militaires, s'engagent :

- à s'opposer dans la mesure de leurs forces à l'utilisation militaire des recherches scientifiques ;
- à s'abstenir d'accepter ou d'administrer des fonds par des contrats avec des institutions militaires;
- à s'abstenir de prendre part à des réunions scientifiques subventionnées même partiellement par une institution militaire.

Ils considèrent cet engagement comme un pas vers une prise de conscience par tous les hommes de la menace à la survie, et ils prendront toute occasion pour expliquer et recommander cet engagement publiquement et en privé dans leurs cercles d'action respectifs. "

David Mumford (mathématicien de Harvard, USA) écrit :

"J'ai pris part à une discussion avec Graeme Segal la nuit dernière et j'ai été très impressionné par l'idée de recueillir des signatures pour un engagement de ne

pas accepter de l'argent militaire. Il me semble que cela a une chance de succès au moins aux USA. Cependant, je pense qu'il est très important d'y ajouter une clause pour que cela marche : à savoir que si on a un contrat non-militaire, on devrait promettre dans la mesure du possible d'en consacrer jusqu'à la moitié pour aider la recherche d'autres qui abandonnent des contrats militaires. C'est un point-clé aux USA, où les contrats se divisent à peu près également entre la NSF (NOLR : National Science Foundation, organisme civil aux USA subventionnant la recherche pure) et les militaires."

Dans une lettre ultérieure, Mumford précise :

"Voici l'idée : pour le chercheur mathématicien moyen aux USA travaillant dans une université en maths pures, un contrat avec les militaires signifie ceci : il obtient un supplément de 2/10 de son salaire pour la "recherche d'été"; c'est là la plus grosse part du contrat. D'autres points sont i) des invités et ii) soutien d'étudiants de recherche (graduate students). Jusqu'à présent, il y a eu une division au hasard en math. pures entre ceux subventionnés (partiellement) par des contrats NSF et ceux subventionnés par des contrats de l'Armée, la Navy (marine militaire américaine) et la Air Force (armée de l'air américaine). Par exemple à Harvard, Oscar (Zariski), Hei (Hironaka), Richard Brauer, Raoul (Bott), Shlomo (Sternberg), Barry (Mazur) et moi sommes sur des contrats NSF; Lynn, Loomis, Lars Alfors, Birkhoff et précédemment Oscar (Zariski) avaient des contrats militaires. Si votre campagne veut gagner de l'impact, vous ne pouvez demander à une moitié de couper leurs salaires de 20%, et l'autre moitié non. C'est impossible psychologiquement. Je pense que cela devrait être un point de conscience pour ceux qui sont sur des fonds NSF de tenir compte d'un nombre raisonnable de ceux qui abandonnent des contrats militaires, en répartissant les salaires équitablement. "

Si la suggestion de Mumford est adoptée, il y aurait donc lieu de faire suivre le texte proposé plus haut d'une clause comme la suivante :

"Ils donneront toute aide qui leur sera possible pour aider leurs collègues à renoncer à des fonds de source militaire.

Est-il possible dans un texte général d'être plus spécifique pour le cas particulier des "summer grants" ?

Projet de structure organique de Survivre

Il y a eu quelques échos réservés (C. Chevalley, D. Guédje, G. Laman) pour l'insistance dès le début du mouvement Survivre de la création d'une organisation bien définie, à cause des dangers de rigidité et de bureaucratisation inhérents à toute organisation structurée; voir aussi les commentaires de G. Laman et d'une sympathisante grecque dans Survivre n° 4, p.13. C. Chevalley s'expliquera à ce sujet dans le prochain numéro de Survivre. A. Grothendieck, tout en ayant conscience des dangers inhérents à toute organisation (cf. Survivre n° 1, p. 30), pense qu'il est nécessaire dès le début de fixer un cadre d'organisation à Survivre, pour deux raisons :

a) pour répondre à la réserve justifiée d'adhérents ou de sympathisants potentiels, tant que les principes de fonctionnement ne leur sont pas connus; ainsi certains expriment la

crainte que le "Conseil" de Survivre ne s'arroge un rôle analogue à celui d'un "Comité Central", qui imposerait une "ligne d'action" que la "base" serait censée suivre sans discussion.

b) L'organisation comporte entre autres la répartition des tâches dans un esprit de décentralisation, dont la nécessité se fait sentir de façon urgente dès maintenant. Sans une telle répartition, le travail de Survivre (à commencer par la production du journal) deviendra impossible dans un avenir rapproché !

E. Wagneur écrit :

"D'accord dans les grandes lignes avec le projet de Félix. D'accord aussi avec tes remarques (Survivre n° 2/3, p. 34-35). Il faut éviter que dans l'esprit du par. 6, les Conseils Nationaux jouent un rôle intermédiaire entre le Conseil International et les adhérents. Cela implique un certain parallélisme de structures (la question ne se posera que dans quelques mois)."

N° 2 / 3 de Survivre.

Comme nous le disions, les premières réactions reçues avant même la sortie de ce numéro étaient assez critiques; on lui reprochait un ton moralisant (Survivre n° 4, p. 23). Les échos recueillis après la publication sont généralement plus encourageants, sans nécessairement contredire le reproche précédent. Ainsi D. White (mathématicien de Suisse) écrit :

"C'est bon. Le "Livre du Mois" d'Edwards contient de la matière à réflexion, qui mérite d'être approfondie. En avant pour la campagne "Ne soyons pas complices!" ... L'impression générale qui se dégage du numéro a quelque chose de trop sec, et parfois trop moralisateur. Mais il a l'essentiel, c'est-à-dire la foi. Je me réjouis du jour où le journal pourra se payer une présentation qui illustre sur le plan graphique un certain état d'imagination, qui fait partie de l'état d'opinion dont parle Matilde Escuder. Je crois qu'il faudrait prospecter du côté des Beaux-Arts. Une autre idée un peu farfelue serait de signaler son existence à l'équipe de Hara-Kiri-Hebdo. Tu vas peut-être te gausser, mais je trouve que HKH est un des rares journaux qui ose s'attaquer continuellement à la société de consommation et à l'état de préfascisme et de fascisme; y compris la bêtise et la brutalité de gouvernements soi-disant communistes. Il ose aussi s'attaquer à l'homme de la rue, à la "majorité silencieuse". C'est le seul journal en France, à ma connaissance, qui laisse s'exprimer des types comme Fournier. Il y va régulièrement de son petit article sur l'environnement (mot malheureusement anthropocentrique) dans le HKH. Il a l'air bien renseigné sur les tentatives du genre communauté-retour à la terre. Il est virulent et le journal HKH est virulent, et cette virulence me paraît de bon aloi... "

Signalons qu'au moment où notre ami écrivait ceci, Hara-Kiri-Hebdo venait de se saborder, ayant été interdit pour l'étalage dans les kiosques par le gouvernement

sous prétexte de "pornographie" (1); la même équipe se trouve réunie dans l'hebdomadaire "Charlie-Hebdo" qui vient d'être lancée. (NDLR comme toutes nos publicités, celle-ci est non payée.)

Wagneur écrit :

" Le n° 2/3 est très bon. ... "Mangez du lait caillé" n'a rien à faire dans le journal. Je ne comprends pas. Ça fait pas sérieux. Bon: "

Sur ce dernier sujet, commentaire analogue de W. Messing, qui néanmoins semble satisfait de l'ensemble du n° 2/3. Matilde Escuder le trouve "vif et intéressant" et Félix Carrasquer écrit :

" Pour le moment, je peux te dire que le n° 2/3 m'a paru plus riche et plus varié que le premier, et j'espère que chaque fois il sera plus mûri et d'un contenu plus intéressant. C'est ainsi qu'il a semblé aussi au peu de personnes qui l'ont lu ici, car seuls sont arrivés encore ceux de Presen et de Enrique..."

De nombreux autres échos recueillis abondent dans le même sens : progression très nette depuis le N° 1. En particulier la revue de Edwards "Le livre du Mois" (p. 10) a rencontré un intérêt unanime, exprimé dans quasi tous les avis donnés sur le N° 2/3. Deuxième dans l'intérêt approbateur recueilli est l'article "Compte-rendu d'un Congrès Scientifique"; cependant Daniel Lautié et Patrick Wucher (imprimeurs de Survivre) ont exprimé oralement une nette désapprobation, disant qu'ils ne voyaient pas le lien entre ce compte-rendu et les buts de Survivre; ils ont promis d'explicitier ces réserves et d'autres dans une lettre commune, qui n'a malheureusement pas vu le jour encore. Signalons cependant que d'autres lecteurs non scientifiques (dont un ouvrier, A. Barranco) ont lu ce rapport avec intérêt, sans le trouver déplacé dans le journal Survivre.

M.H. Schwartz (mathématicienne) a trouvé que le numéro était "un peu étroitement mathématique". Sans aller si loin, Elaine Iyanaga observe cependant :

" Je vais écrire cet article (NDLR un article écologique à paraître dans Survivre n° 6) pour deux raisons. La première est que les gaz échappés des pots d'échappements des voitures sont la cause n° 1 de la pollution de l'air ... et des suggestions écologiques simples pourraient remettre en honneur le transport à bicyclette, en métro, etc., et également permettre une réduction de la production des usines de papier, de plastics, etc. La seconde est que la plupart des articles dans "Survivre" jusqu'à présent ont été centrés autour ou ont impliqué des mathématiciens, ou du moins des "professionnels". Et je pense que vous, chers amis aux si excellentes intentions, dans un effort d'apporter quelque changement dans ce monde si déséquilibré, vous êtes fourré dans la bouche un trop gros morceau pour vous (have bitten off too big a piece yourself), et avez du mal à le mâcher maintenant."

Ajoutons à ces observations parfaitement pertinentes que nous faisons tous les efforts pour arriver à briser l'état des barrières professionnelles, et que nous sommes conscients de la nécessité de consacrer une place importante à une analyse des problèmes écologiques. Nous cherchons activement des collaborateurs à cet effet, et pensons que le contenu des numéros suivants sera plus équilibré.

Etant donné la grosseur du "morceau" que nous avons eu l'audace de nous fourrer dans le gosier, ce sera certainement un problème délicat d'arriver à le mâcher avec nos trente-deux dents à la fois, pour n'en méconter aucune...

Un correspondant qui se qualifie de "paisible constructeur de monte-charges", d'une famille de militaires, tout en disant "bravo!" au rapport de Edwards, se plaint que "à part l'article susnommé, 90% de l'action de Survivre est dirigée contre l'Armée". Il enchaîne :

" Comme, jusqu'à présent, on ne s'est encore jamais battu à coups d'asseneurs, je n'aurais aucun scrupule à recevoir des commandes de l'armée. Votre mouvement est certainement généreux et votre action a mon respect mais pas mon adhésion. Je m'explique : ... Je serais Mao que je me réjouirais de voir des savants des pays occidentaux mener une telle propagande dans leurs pays respectifs. Je ne suis pas Mao mais occidental : je serais heureux qu'il y ait des Alex derrière le rideau de bambou pour saper de façon équivalente l'innombrable armée chinoise qui se prépare à se jeter tôt ou tard sur l'URSS ou quelque autre puissance.

" Je termine en disant : vive la bombe d'Hiroshima qui a épargné la vie de dizaines de millions de Japonais. Sans elle, ils se seraient fait exterminer dans une interminable guerre d'usure. Cordialement,
H. Petiet.

P.S. J'ai aidé à débarrasser le monde de feu Adolf et n'ai jamais commis d'atrocité."

Signalons qu'au sujet des points d'histoire autour de la bombe d'Hiroshima, notre correspondant est victime d'une erreur fort répandue et volontiers entretenue par les journaux dits "d'information". Nous espérons y revenir dans un des prochains numéros, et le convaincre de cette question de faits. Il sera sans doute beaucoup plus difficile de le convaincre que son optique d'ensemble (qui est celle de tous les "establishments" dans tous les pays du monde, aux USA comme en URSS, en Chine comme en France...) est fondamentalement erronée, car elle mène à la destruction de la vie sur notre planète. Nul doute que ce n'est pas en mettant d'emblée l'accent principal sur la lutte antimilitariste que nous pourrions y parvenir...

C. Parmantier nous demande si le livre "Le Jour de la Terre", qui faisait l'objet de la revue de Edwards, est disponible en traduction française. Il semble malheureusement qu'il n'en soit rien, - autrement nous l'aurions indiqué dans le n° 2/3; par contre le livre "Science and Survival" de Barry Commoner auquel il est référé dans cet article, et qui couvre à peu près le même terrain, est édité par l'édition du Seuil (Paris) sous le titre "Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?" Nous avons d'autre part écrit à cette maison d'édition pour lui signaler l'existence de nombreux livres écologiques excellents en langue anglaise, dont une traduction en langue française s'imposerait. Nous ne manquerons pas de faire des rapports sur certains de ces livres dans Survivre;

et signalerons au fur et à mesure ceux qui seront traduits.

Un étudiant de troisième cycle de Mathématiques nous écrit à propos de notre commentaire Fermi ≠ Hilbert (*) dans Survivre n° 2/3 p. 23 :

" Il ne faut peut-être pas écrire seulement Fermi ≠ Hilbert, mais Fermi = Hilbert = Oppenheimer = Von Braun, non que ce soit une condamnation qu'il faille porter directement sur les individus, mais une remarque complétant votre estimation sur la "proportion beaucoup plus grande de scientifiques qu'on ne pourrait le soupçonner" qui travaille pour certains pouvoirs et certains complexes... En effet, alors que la plupart des mathématiciens juifs avaient quitté Göttingen "volontairement", que dès 1933-34 un fonctionnaire nazi dirigeait l'institut de Göttingen, qu'Hilbert pouvait constater directement les résultats de l'idéologie nazie en 1934, - à l'élection pour la présidence du Reich, Hilbert a signé une pétition de soutien à Hitler parue dans les journaux officiels... Il me semble probant qu'une certaine complicité se soit établie entre Hilbert et les nazis pour que celui-ci puisse continuer à travailler. L'oeuvre de Hilbert est trop considérable, ses élèves trop nombreux, son influence sur les mathématiques françaises trop connue, pour qu'un tel exemple ne donne pas à réfléchir, peut-être dans le même sens quant aux conclusions que Survivre, mais ceci est une autre histoire... que je ne discuterai pas ici. Bibliographie : Reid Hilbert (Springer Verlag)."

Notons que dans l'Allemagne dès avant 1933 mais surtout après 1933, il fallait un certain courage, pour refuser de signer une pétition pro-nazie lorsqu'on était sollicité (encore que le danger constitué par un refus était certainement minime, surtout pour un personnage illustre comme Hilbert!). Il est évidemment regrettable qu'un homme ayant l'immense prestige intellectuel de Hilbert ait manqué de courage, et n'ait pas dénoncé publiquement l'hystérie antisémite du régime. Cela illustre cette constatation très fréquente que les savants et les grands savants n'ont en règle générale pas plus d'esprit civique ou de courage que le commun des mortels; la même chose étant d'ailleurs vraie en ce qui concerne le bon sens, c'est-à-dire l'intelligence

sous sa forme pratique et non spécialisée. Notons d'autre part que dans le passage cité de Survivre n° 2/3 il était question de fabrication d'armements, et non de courage civique, ce qui n'est pas tout-à-fait la même chose. Il ne semble pas qu'Hilbert y ait jamais participé. Donc les remarques de notre correspondant n'infirmes pas, de ce point de vue, notre affirmation Hilbert ≠ Fermi !

Lettre d'un prêtre objecteur

Le 3 décembre 1970

Messieurs et Amis,

Secrétaire du Groupe d'Information et d'Action non-violente de Toulon, je viens de lire le n° 2 de "Survivre". Notre groupe fait partie de la fédération des groupes d'action par la non-violence, fédération prise en charge par le "103" de Toulouse. (NDLR : Survivre fait partie de celle-ci : SCAP, 39 rue Peyrollières, 31 Toulouse.)

Si j'applaudis totalement à votre effort, je regrette qu'il double en quelque sorte le "103" : tout ce que vous énoncez dans les pages 24 et suivantes du n° 2 de Survivre se retrouve dans ce qui est recherché par les différents groupes que je connais.

... Etant chrétien moi-même et prêtre, je suis à votre disposition pour la rédaction d'un article sur l'attitude de l'Eglise (ou des chrétiens, ou de telle partie de l'Eglise, etc...) sur le respect de la vie, plus particulièrement sur ce qui concerne la violence, l'armement, le respect des peuples, etc..

Très prochainement (le 1er janvier : journée mondiale de la paix) je vais renvoyer mon livret militaire. C'est mon premier engagement, sans parler du temps passé à la réflexion avec d'autres, du temps passé à sensibiliser l'opinion.

Si, j'aimerais adhérer à votre recherche - je pense déjà le faire au sein du G.I.A.N.V. de Toulon - je ne suis pas d'accord sur le principe d'une cotisation.

Dans votre recherche de plus de paix et de joie, je vous assure de mon amitié

René Serrière
B.P. 48
83 - La Seyne s/Mer "

(*) Fermi, nom d'un physicien atomiste qui a joué un rôle important dans la mise au point de la bombe. - H. Hilbert, nom d'un mathématicien allemand de Göttingen, considéré avec H. Poincaré comme le plus grand mathématicien de notre siècle. Son oeuvre a eu une influence profonde sur toute la mathématique de notre siècle (pas seulement en France, comme un passage de la lettre de notre correspondant pourrait le faire penser).

LA REDACTION DONNE SON OPINION

Dans Survivre n° 2/3, p. 14 était posée la "question au lecteur" : a) Qu'est-ce que le gaspillage ? b) Liens entre gaspillage et guerres ? c) Liens entre gaspillage et survie ?

N'ayant pas reçu de réponses de lecteurs, nous donnons ici quelques éléments de réflexion sur le thème proposé.

Par "gaspillage" on entend la dépense ou l'utilisation excessive pour le but poursuivi, d'argent, de travail, de biens de consommation, etc. Le circuit production-consommation dans les pays développés est basé sur le gaspillage : produire beaucoup de marchandises, dont la plupart ne correspondent pas à des besoins ou à des désirs réels, et des

ultérieures, dont il est inutile de donner un compte rendu détaillé ici; quelques mots en sont dits dans l'article "Comment je suis devenu militant" de A. Grothendieck, à paraître dans Survivre n° 6. Dans une conversation téléphonique L. Michel nous a fait part de sa conviction que les crédits militaires ne figureront plus au budget de l'IHES à partir du 1er janvier 1970. Nous serions certes les premiers à nous en réjouir !

SUR LA QUESTION DES ENGAGEMENTS DEMANDES AUX ADHERENTS

Parmi les critiques le plus fréquemment adressées à "Survivre", figure celle de l'exigence, pour adhérer au mouvement, de prendre un certain nombre d'engagements précis se rapportant au comportement personnel. Les objections faites sont en général des types suivants :

1) on écarte ainsi un certain nombre de bonnes volontés qui désireraient participer au mouvement mais qui ou bien ne se sentent pas encore assez convaincus pour engager par une sorte de serment leurs activités futures, ou bien seraient prêts à s'engager à fond dans l'une des actions entreprises sans être pour autant d'accord avec l'ensemble de ce à quoi un nouvel adhérent est invité à souscrire;

2) les engagements pris peuvent avoir une portée bien différente suivant la situation concrète de ceux qui les prennent; en particulier, les jeunes qui n'ont pas encore fait leur service militaire et qui, n'occupant aucune place bien définie dans la société, ne peuvent guère compter sur des protections ou des solidarités efficaces, s'engagent objectivement à beaucoup plus que leurs aînés, même si les formules auxquelles ils souscrivent sont les mêmes. Ceux qui, dans le mouvement, sont favorables à la formulation d'engagements précis pour les adhérents, sans méconnaître la force des arguments précédents, font valoir que "Survivre" n'est pas fondé sur un accord intellectuel mais n'a de sens que dans la mesure où ses membres coopèrent à une certaine action. C'est pour marquer que la personne tout entière de l'adhérent est impliquée que ces engagements lui sont demandés.

Je voudrais dire ici pourquoi cette réponse ne me paraît pas convaincante. Mais je marquerai tout d'abord mon accord complet avec les motivations avancées ci-dessus : un adhérent dont la vie ne serait pas -peu ou prou - changée du fait qu'il coopère à "Survivre" ne serait pas un adhérent ! Mais le débat porte à mon sens sur l'idée suivant laquelle on pourrait en quelque sorte prendre du dehors une assurance sur le sérieux avec lequel une personne envisage sa coopération à "Survivre". S'agit-il en effet seulement de faire prendre conscience de la nécessité de conjoindre à l'accord une activité pratique ? Mais cette nécessité devrait être évidente à quiconque est prêt à manifester un accord; elle doit impérativement ressortir de plus en plus clairement des actions entreprises par les divers groupes ou individus qui font de "Survivre" leur mouvement. Leur demander de prendre un engagement, c'est dès l'abord marquer que l'on suppose que leur conviction peut avoir besoin de s'appuyer sur une béquille; c'est les placer dès le début en position de suspects de tiédeur ou de déviationisme. Et il est de fait que l'on peut s'assurer ainsi des fidélités; les groupes politiques ne s'en font pas faute, renforçant souvent il est vrai le lien ainsi constitué par des menaces tout à fait précises en cas de trahison. Sans doute dira-t-on que rien de semblable n'est envisagé à "Survivre", mais il me semble illogique de refuser les conséquences de ce qui me semble déjà être en germe dans la pratique actuelle.

Et même si on est fermement résolu à ne faire appel à aucun bras séculier pour maintenir les fidèles dans l'orbite d'une action commune, il n'en est pas plus justifiable à mon sens de faire appel à une sorte de gendarme intérieur que l'on aurait placé au centre de leur conscience. C'est à mon sens une conséquence d'un choix fondamental en faveur de la liberté et de la créativité humaines; toute autre finalité - y compris celle de la survie de l'humanité - me semble subordonnée à celle-là. Je ne dis pas ici que ce choix soit ou doive être celui de tous les adhérents de Survivre; mais seulement qu'il ne me semble en rien contraire aux buts généraux du mouvement et que je regretterais qu'une exigence particulière semble y contredire.

A ces considérations théoriques j'ajouterai qu'à vouloir concentrer l'attention sur certains actes ou certains refus, on risque de décourager l'invention d'autres modalités d'action et par suite d'aller exactement à l'encontre des buts que l'on se propose. Par ailleurs, ce qui importe n'est pas l'envergure de l'action individuelle de l'adhérent, mais le fait que le lien soit établi pour lui entre son accord intellectuel et son activité personnelle, même si cet accord ne se manifeste au début que par des actes d'apparence anodine et qu'il serait ridicule de vouloir prévoir à l'avance; tout inefficaces qu'ils puissent paraître, je les crois porteurs d'une dialectique de croissance d'une portée imprévisible.

C. CHEVALLEY

(suite de la page 9) .. promesse du médecin d'être libéré avant la fin du mois. Il est prêt à renouveler une nouvelle grève de la faim, et aller jusqu'au bout, s'il n'est pas libéré le 1er janvier...". Nous venons de prendre contact avec J.B. qui nous a confirmé sa décision de reprendre son jeûne total demain 1er janvier. Nous tiendrons nos lecteurs au courant.

CRITIQUE DES LIGNES DIRECTRICES DE SURVIVRE

Les "Lignes directrices" de Survivre (Survivre n° 1, p. 3-8) ont été rédigées hâtivement, et étaient en tout état de cause destinées à être de nature provisoire, en attendant une version plus satisfaisante qui serait dégagée avec un ensemble de membres plus représentatif de Survivre que les quelques membres fondateurs responsables de la version primitive. Nous passons ici en revue les principales critiques qui ont été faites à celle-ci, et dont il faudra tenir compte pour la version révisée.

1. Les Lignes directrices contiennent à la fois les principes essentiels de Survivre, et des questions d'ordre technique moins importantes. Il sera nécessaire de distinguer clairement l'un de l'autre, et de voir lesquels parmi les premiers doivent être considérés comme inséparables de la définition même de Survivre, au point que leur abandon ou modification substantielle devrait être considéré comme un véritable changement d'identité de Survivre.
2. Les conditions d'adhésion sont formulées de façon surtout négative : s'abstenir de faire ceci ou cela, - et, pour cette raison peu stimulantes pour l'action. Il faudrait plutôt mettre l'accent sur un engagement de nature plus positive, même si c'est en termes généraux, tels que : "Tout adhérent de Survivre s'engage à faire son possible pour assurer la pérennité de la vie, en s'informant et informant les autres sur les problèmes posés par la survie, et en s'associant dans la mesure du possible à toute action qu'il estimerait utile pour le but de la survie".
3. Par contre, on demande dans les actuelles lignes directrices qu'un adhérent soit "résolu à mettre en application les décisions qui seront prises par l'ensemble des adhérents". Après réflexion, cette clause, qui semble mettre une sorte de discipline de parti au-dessus du jugement ou de la conscience personnelle, semble incompatible avec l'esprit de Survivre à plusieurs adhérents du mouvement (dont C. Chevalley et A. Grothendieck), et suscite également des réserves de la part de plusieurs sympathisants.
4. De façon générale, les conditions d'adhésion demanderont une discussion approfondie, notamment s'il convient de maintenir comme condition le refus du service militaire. Cette dernière condition notamment suscite des réserves de la part de nombreux sympathisants (sans compter trois de nos adhérents : C. Chevalley, M. Escuder, P. Koosis). La discussion est commencée avec l'article de C. Chevalley de la page 20 (et même, si on veut, avec un passage de l'article "Pourquoi encore un autre Mouvement" (par. 2, deuxième alinéa) dans Survivre n° 2/3, p. 25.
5. Parmi les moyens généraux d'action de Survivre, l'accent principal devrait être mis non sur le journal Survivre, mais sur l'action personnelle au jour le jour des adhérents et sympathisants de Survivre, chacun dans son propre milieu et avec ses moyens spécifiques. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible de sensibiliser des personnes qui ne l'étaient pas précédemment, au lieu de rester toujours dans le même cercle.
6. La nécessité de la solidarité, notamment entre adhérents de Survivre, devrait être soulignée avec force, et des suggestions pratiques sur la forme que pourrait prendre cette solidarité avancées.
7. Le principe des permanences de Survivre, qui devraient être ouvertes dès qu'il est possible partout où il existe un groupe si modeste soit-il d'adhérents de Survivre, semble assez importante à certains pour mériter de figurer dans les lignes directrices. Pour une motivation, cf. Survivre n° 1, p. 30.
8. Les préoccupations écologiques de Survivre sont une source de malentendus et d'ambiguïtés, faute peut-être pour Survivre d'avoir dégagé et explicité son approche du problème écologique (lequel à proprement parler coïncide avec celui de la survie). Il peut donc être indiqué que Survivre explicite quelques principes généraux préliminaires à une telle approche : esquisse d'analyse des causes de la situation menaçante actuelle, permettant de dégager quelques conditions nécessaires pour une société compatible avec la survie. Il semble cependant raisonnable d'attendre pour cela que nous ayons eu le temps de mieux nous familiariser avec ces problèmes, pour éviter de "parachuter" sur des adhérents actuels ou virtuels insuffisamment préparés des analyses toutes faites, et de rétrécir arbitrairement l'éventail des personnes susceptibles de se joindre à nous. Il est probable qu'une approche cohérente finira par se dégager d'elle-même dans le journal Survivre et nos autres publications, approche qu'il sera toujours temps ensuite d'expliciter dans un nouveau "texte de base".
9. La nature et le sens dans lesquels Survivre se veut politique resp. apolitique demande à être précisé sans ambiguïté aucune. Notre position actuelle semble être la suivante : a) Nous réalisons que la survie ne peut être obtenue que moyennant de profondes transformations dans les structures sociales et le fonctionnement du circuit production-consommation; c'est dans ce sens que la lutte de Survivre peut être considérée comme "politique". b) Le but de Survivre est la survie, et non l'avènement de tel ou tel type de révolution sociale. Notre lutte va dans le sens d'une libération de tous les hommes et leur participation consciente à toutes les décisions qui les concernent, et non de tel ou tel changement d'équipes dirigeantes ou de classes dirigeantes, ou de la prise du pouvoir par un parti quel qu'il soit. Aussi Survivre n'est-il pas un parti politique et n'est-il subordonné à aucun tel parti. Cela ne l'empêchera pas occasionnellement de collaborer avec des groupements politiques, y compris des partis politiques.
10. Questions pratiques concernant les cotisations. a) Suggestion : Si les deux membres d'un couple adhèrent à Survivre, la cotisation totale pour les deux adhérents est fixée sur la base du revenu total annuel du couple - donc actuellement un jour de revenu.

b) Certains adhérents adhèrent déjà à plusieurs autres mouvements, et demandent une réduction correspondante dans le montant de leur cotisation. En attendant une décision, on laisse le montant à la discrétion

de l'adhérent concerné. Suggestion pour la suite : laisser à la discrétion du trésorier, qui pourra décider suivant les cas d'espèces ? (Voilà le favoritisme qui montre déjà le bout de l'oreille !).

ORGANISATION DE SURVIVRE

Il avait été prévu (Survivre n° 1, p. 9-10) que des structures de Survivre seraient discutées par un "Comité de Structure" au mois de mars 1971 au plus tard, après élection de celui-ci et du Conseil de Survivre pour 1971 par l'ensemble des adhérents. A cause de la lenteur des progrès de Survivre, il semble prématuré de mettre ce programme en exécution, qui s'appuyait sur des prévisions exagérément optimistes. Il semble donc sage de remettre le premier vote de l'ensemble des adhérents, portant entre autres sur une version revue des lignes directrices et sur l'élection du Conseil de Survivre, à une date indéterminée, qui pourrait se placer vers la fin de l'année 1971. Le journal Survivre rendra compte de tous les commentaires d'adhérents qui lui parviendront au sujet de cette question.

A. Grothendieck.

PROGRES DE SURVIVRE

Le fait positif le plus important est la constitution d'une petite équipe de travail pour le journal et la répartition de tâches concentrées jusqu'à présent au secrétariat de Massy. Tout d'abord, une petite équipe de rédaction a été constituée, qui fonctionnera avec l'assistance de ceux des adhérents et sympathisants de Survivre qui sont désireux de se joindre au travail de rédaction, ne serait-ce que par une critique constructive. Comme par le passé, il y aura une réunion mensuelle consacrée à la discussion du journal et de questions annexes. Ceux qui voudraient y prendre part sont priés de s'adresser au secrétariat de Survivre, 2 avenue de Verrières, 91 - Massy. Le courrier arrivant au secrétariat sera dépouillé au moins une fois par semaine, et dans la mesure du possible il y sera répondu sur place; feront exception les lettres qui demanderont une réponse personnelle de A. Grothendieck, qui assurait le secrétariat jusqu'à présent, absent du 1er janvier au 15 mars (adresse : Dep. of Math., Queens University, Kingston, Ontario, Canada). Ces dernières lui seront renvoyées par poste aérienne. Nous avons reçu plusieurs offres d'aide pour les travaux matériels liés au journal, tels que la frappe des manuscrits, les envois du journal, etc. Ces tâches sont donc également assurées. Il est cependant possible que la parution des numéros suivants de Survivre accuse un retard supplémentaire, pour lequel nous nous excusons d'avance. Signalons de plus que Pierre Samuel, professeur de mathématiques à la Faculté des Sciences d'Orsay, qui adhère depuis peu à Survivre (après avoir été un sympathisant depuis nos débuts) se chargera des fonctions de trésorier du 1er janvier au 31 décembre 1971. C'est donc à lui qu'il convient d'envoyer les cotisations, abonnements, dons pour Survivre, à partir du 1er janvier. Enfin, Michel Mendès-France, maître de conférences à la Faculté des Sciences

de Bordeaux, se chargera de centraliser les adhésions à partir du premier janvier. Les adresses de l'un et de l'autre se trouvent à la p. 24.

Deux des sympathisants de Survivre, ayant des connaissances dans l'imprimerie et du temps libre, se déclarent prêts à se charger de l'impression de Survivre, et proposent à Survivre d'acheter une machine d'imprimerie d'occasion à cette fin. Fort heureusement, nous disposons d'un local d'imprimerie dans le siège même de Survivre, à Massy. Il faudrait trouver le matériel pour l'imprimerie le plus rapidement possible, pour éviter que les fonds dont nous disposons dans les mois qui suivent ne soient dépensés exclusivement à payer l'impression du journal, qui nous revient à près de 2000 F par mois. Le coût d'une machine d'imprimerie d'occasion est de l'ordre de trois à quatre mille francs, à quoi il convient d'ajouter des frais divers pour les accessoires. Nos futurs imprimeurs se réserveront d'utiliser l'imprimerie pour d'autres travaux que l'impression de Survivre, lesquels bien entendu ne seront en rien en conflit avec les buts poursuivis par notre mouvement. Il est probable qu'ils auront besoin d'un coup de main occasionnel par d'autres sympathisants de Survivre, ce qui pour certains jeunes pourrait être une occasion bienvenue d'apprendre le métier de typographe tout en faisant un travail vraiment utile. Une aide d'appoint sera particulièrement nécessaire à partir du moment où Survivre commencera à publier d'autres documents que le journal, par exemple les "Monographies de Survivre" dont il était question dans le numéro précédent (Survivre n° 4, p. 15). Avec une imprimerie à nous, la publication de telles monographies cessera d'être une aventure du point de vue financier, pour devenir une entreprise de tout repos, sur une base matérielle solide.

De façon générale, il ne semble pas exagéré de dire que l'existence d'une imprimerie de Survivre fonctionnant avec une aide bénévole, modifiera du tout au tout notre situation du point de vue financier et d'organisation, et permettra de mettre fin à la situation d'équilibre instable qui a été la nôtre jusqu'à présent à cause des frais élevés de production du journal. En même temps, l'impression en typo donnera au journal une présentation moins sommaire, qui devrait faciliter également une circulation plus large.

Un autre signe de bonne augure est l'initiative prise par quelques sympathisants de Survivre de se charger de l'organisation d'une discussion publique sur le thème "Le travailleur scientifique et la Machine Sociale", qui a eu lieu à la Faculté des Sciences de Paris le 15 décembre, avec une participation d'environ 200 étudiants, chercheurs, enseignants.

Dans le prochain numéro de Survivre, on trouvera un compte-rendu par D. Guedje de cette discussion publique, dont on espère qu'elle sera suivie de nombreuses initiatives analogues, avec ou sans le concours de Survivre.

Parmi les contacts intéressants qui ont été pris par ailleurs, signalons une longue discussion avec Mme Peter-Davis, qui depuis 9 mois mène avec deux autres militantes une campagne extrêmement dynamique contre l'implantation de centrales nucléaires en Alsace. Nous aurons l'occasion de revenir sur leur action, que nous appuierons dans toute la mesure de nos moyens. En même temps que Mme Peter-Davis, nous avons aussi rencontré Edwin Matthews, représentant pour l'Europe de l'association écologique américaine Friends of the Earth ("Amis de la Terre"), et Alain Hervé, président de l'association-soeur française Les Amis de la Terre, qui vient d'être créée au mois de juillet dernier (neuf jours avant Survivre !). Nous aurons certainement ample occasion de revenir dans nos colonnes sur l'une et l'autre de ces organisations, et nous attendons à une collaboration fructueuse avec eux. Signalons seulement ici que tout en prenant des positions fort radicales sur le front écologique, et en essayant de sensibiliser l'opinion publique à ces problèmes, notamment par des grands procès contre certaines administrations américaines ou certaines grandes compagnies, les Friends of the Earth évitent en règle générale de toucher aux aspects proprement politiques des problèmes de la survie, ce qui leur a permis de recruter assez rapidement un nombre important de membres (8000 actuellement), leur donnant le "volant" nécessaire pour diverses actions d'envoie. Ils viennent de sortir un journal "Not Man Apart" ("Pas l'Homme à part"), (Friends of the Earth, Suite G, 8016 Zuni Road, Albuquerque, New Mexico 80108, abonnement \$ 3), dont le n° 1 (décembre 1970) contient entre autres une information intéressante sur l'action des Friends of the Earth.

La situation de Survivre sur le Continent américain semble toujours stationnaire. Contrairement à A. Grothendieck, qui a pu consacrer à Survivre une partie très importante de son temps, les principaux responsables de la version anglaise du journal publiée au Canada, E. Edwards et E. Wagneur, déjà pris par des obligations diverses, n'ont pu lui consacrer qu'un temps assez limité, sans pour autant trouver un nombre suffisant de sympathisants ou adhérents disposés à les aider, avec lesquels ils auraient pu se répartir les tâches. Aussi, l'existence même de "Survival" semble-t-elle à l'heure actuelle suspendue à un fil. Nous espérons que la situation s'arrangera et que nous pourrons en rendre compte dans le n° 7 de Survivre.

Nous avons appris au début décembre par M. Chehet, gérant de la maison Dacquiné, qui imprime Survivre, que notre adhérent Daniel Lautié, qui est imprimeur dans cette maison, avait quitté le travail pour aller faire son service militaire. Nous recevons à l'instant (le 29.12) confirmation par une lettre de Daniel non datée, nous annonçant sa "démission" de Survivre; il y fait également en termes assez raides un procès d'intention à Survivre, qu'il accuse de "démagogie", et il y déclare : "en aucun cas je ne veux être un héros". Ceci et d'autres indications concordantes font penser qu'il y a eu le malentendu suivant : Daniel et son camarade Patrick ont pensé que l'appartenance à Survivre pourrait leur faciliter les choses pour "passer à côté" du service militaire sans ennuis, et ils ont perdu leur intérêt en s'apercevant de leur méprise. Il faudra prendre garde d'éviter ce genre de malentendus à l'avenir, et être plus circonspect dans l'acceptation d'adhésions de la part de jeunes gens qui se trouvent en face de leurs "obligations" militaires, - du moins aussi longtemps que Survivre maintient le refus de ces "obligations" parmi ses conditions d'adhésion.

Depuis le 22.11 jusqu'au 25.12 il y a eu trois nouvelles adhésions, tous trois des mathématiciens, respectivement de Suisse, Allemagne, France, ce qui fait actuellement 57 adhérents, se répartissant ainsi :

France	19	USA	2
Canada	16	Angleterre	2
Espagne	9	Allemagne	2
		Suisse	1

Voici la liste des nouveaux adhérents de Survivre :

- 57. Van der Waerden (B.L.), mathématicien, Universität Zürich, Suisse 4.12.1970
- 58. Samuel (Pierre), mathématicien, Dep. de Math., Fac. des Sciences, 91 Orsay, France 12.12.1970
- 59. Denk (Franz), mathématicien, 8501 Altenberg über Nürnberg, Kirchenweg 14, Allemagne Fédérale 19.12.1970

N.B. Par suite des difficultés de coordination, il a été décidé de séparer les comités de rédaction des éditions de Survivre en langue française et anglaise. C'est pourquoi G. Edwards ne figure plus dans le comité de rédaction de notre édition française.

LECTEURS, AIDEZ-NOUS A DIFFUSER S U R V I V R E EN NOUS ENVOYANT DES LISTES D'ADRESSES DE PERSONNES QUE PEUT INTERESSER NOTRE JOURNAL.

Nous leur enverrons quelques numéros consécutifs de Survivre.

RENSEIGNEMENTS

ADHESIONS. Envoyer déclaration signée avec nom complet, adresse, profession :

Continent américain : E. Wagneur, 1527 A. Ducharme, Outremont (Canada)

Autres pays : M. Mendès-France, Dep. de Math. Fac. des Sciences, Bordeaux - 33-Talence

COTISATIONS (*) - ABBNEMENTS à SURVIVRE (*) - DONNS (spécifier nature) :

Continent américain : chèques pour W. Messing, "Survival", c/o Math. Department, Princeton University, Princeton (N.J. 08540) USA

(compte de SURVIVAL à la First National Bank of Princeton, Princeton (N.J. 08540) compte n° 60371)

Autres pays : chèques pour Trésorier de SURVIVRE, P. Samuel, 3 av. du lycée Lakanal, 92 Bourg-la-Reine (France) - (Compte à la BICS, Massy, n° 40 27 005411.)

(*) Les cotisations d'adhérents pour 1970 sont fixées à un jour de salaire au jour du 1er Janvier 1970

(salariés) ou un jour de revenu de l'année précédente, moins le prix de l'abonnement au journal Survivre.

(**) Abonnements pour l'édition française de SURVIVRE : 36 F pour l'année (comprenant 12 numéros), pour la France, et 42 F pour l'Etranger, 18 F étudiants.

ARTICLES et CORRESPONDANCE pour SURVIVRE : écrire à l'un des rédacteurs de Survivre, de préférence en double exemplaire, ou à la Rédaction de SURVIVRE, 2, avenue de Verrières, 91 Massy (France)

En préparant un manuscrit pour SURVIVRE n'oubliez pas qu'il doit être accessible à tout lecteur à l'esprit ouvert, qu'il ait ou non reçu une instruction supérieure.

PERMANENCES DE SURVIVRE pour contacts personnels, documentation, etc. :

France : C. CHEVALLEY : sur rendez-vous, les lundis de 15 h à 18 h, 1 rue de Prony, Paris 17°, WAG 75-46
La permanence de Massy (A. Grothendieck) est fermée pour cause d'absence jusqu'au 31 Mars 1971.

Canada : E. WAGNEUR, les mardis après 20 h, 1527 A. Ducharme, Outremont
A. GROTHENDIECK tiendra une permanence à Kingston (Ontario); lieu, jour et heure seront précisés ultérieurement

USA : P. KOOSIS, les lundis et vendredis de 15 h 30 à 18 h - Room 3316, Math Sciences Building, UCLA, Campus, Los Angeles (Ouest), Cal. - Tél. 825. 45.96 ou 825; 47.01
W. MESSING, Dimanche après-midi, après 13h,
E 13 Windsor Castle Apts, Cranbury, N.J.

LECTEURS DE SURVIVRE

NOUS COMPTONS SUR VOTRE CONCOURS POUR NOUS ENVOYER TOUS RENSEIGNEMENTS ET TOUTE DOCUMENTATION UTILE POUR NOTRE ACTION

SI VOUS FAITES PARTIE D'UN GROUPE, CONTACTEZ - NOUS POUR UN ECHANGE PERMANENT DE PERIODIQUES OU D'INFORMATIONS

COMMUNIQUEZ-NOUS VOS CRITIQUES, VOS SUGGESTIONS, VOS IDEES POUR LA REDACTION DU JOURNAL COMME POUR L'ACTION DU MOUVEMENT

FAITES CIRCULER SURVIVRE
FAITES CIRCULER SURVIVRE
FAITES CIRCULER SURVIVRE

La reproduction et la diffusion de SURVIVRE, journal du Mouvement SURVIVRE, sous forme intégrale ou sous forme d'extraits, que ce soit en langue d'une des éditions originales ou en traduction dans une autre langue, est expressément autorisée par SURVIVRE et vivement recommandée, sauf dans les cas expressément mentionnés.

Directeur de la publication : C. CHEVALLEY, 1, rue de Prony, Paris 17°
Imprimerie S. DACOMINE, R. CHEHET, gérant, 58, Fg Montmartre, Paris 9°